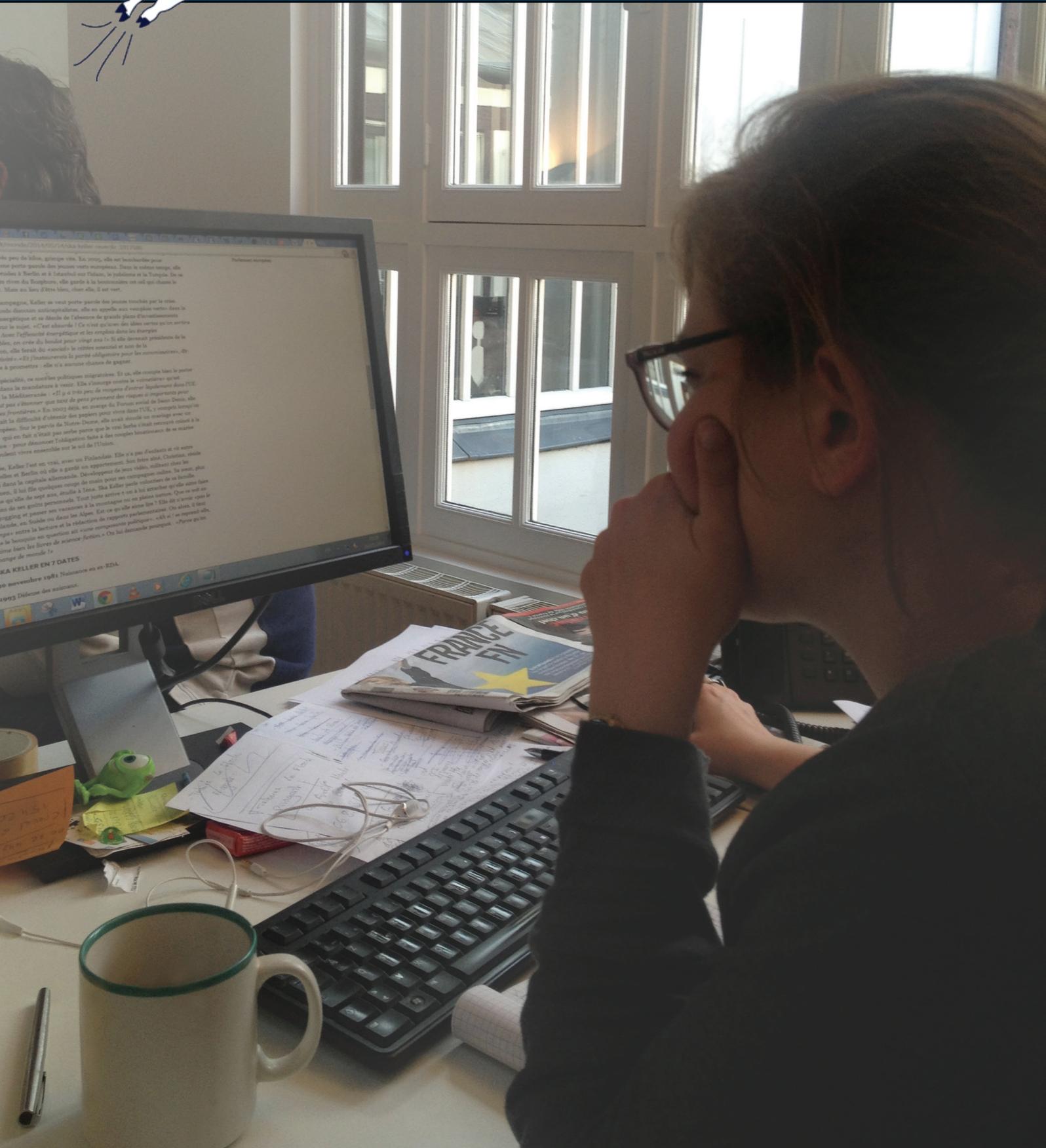


Les carnets d'Atlanti-Cow



Vincent Nahan
EFJ 2
Promotion 2015

Nouveau monde

En 2013, les ventes en kiosque de grands quotidiens nationaux avaient reculé de 7.1%. C'était du moins les chiffres communiqués par l'Office de Justification de la Diffusion (OJD), en novembre de la même année. Si aujourd'hui ceux-ci ont sûrement bougé, ils n'en restent pas moins révélateurs d'une tendance indubitable. La presse papier, à défaut de mourir ouvertement, est sur le déclin. On n'aura cessé de nous le répéter, le secteur de la presse imprimée se porte de moins en moins bien. Si certains taxent volontiers les journaux gratuits tandis que d'autres accusent les directeurs de presse de n'avoir pas anticipé un tournant décisif, le fait est qu'aujourd'hui ce virage s'impose à nous.

C'est face à ce constat, en plein questionnement quant aux différents modèles de presse vers lesquels le journalisme à la française était susceptible d'évoluer que je me suis tourné vers la presse en ligne. C'est, je crois, un nouveau monde à explorer. Sans avoir la prétention d'aller jusqu'à dire que c'est l'avenir de la presse écrite, la presse en ligne est désormais incontournable, son succès acté. Et c'est un phénomène qui, au moins, interpelle. D'autant plus quand l'on sait qu'en parallèle à la chute de la presse papier, la presse en ligne connaît un décollage, d'après l'OJD.

« *La presse en ligne est un laboratoire* », assurait Jean-Sébastien Ferjou aux rédacteurs du Monde, quand a été lancée la version payante d'Atlantico, en mai 2014. C'est une analyse qui semble pertinente, quand on envisage le panel de possibilités qu'Internet peut offrir. Une plus grande interaction, tant avec le lectorat qu'avec les autres médias, un multi-support qui révolutionne le métier. Des business modèles spécifiques, où il est possible de payer à l'article, par exemple. Atlantico, c'est le fruit de telles expériences, l'habile dosage d'un certain nombre de réflexes de nos confrères de la télévision et de la radio, transposés à la presse écrite.

Plus que tout c'est, l'exaltation, indissociablement liée à l'urgence qu'il faudra retenir de ce stage.

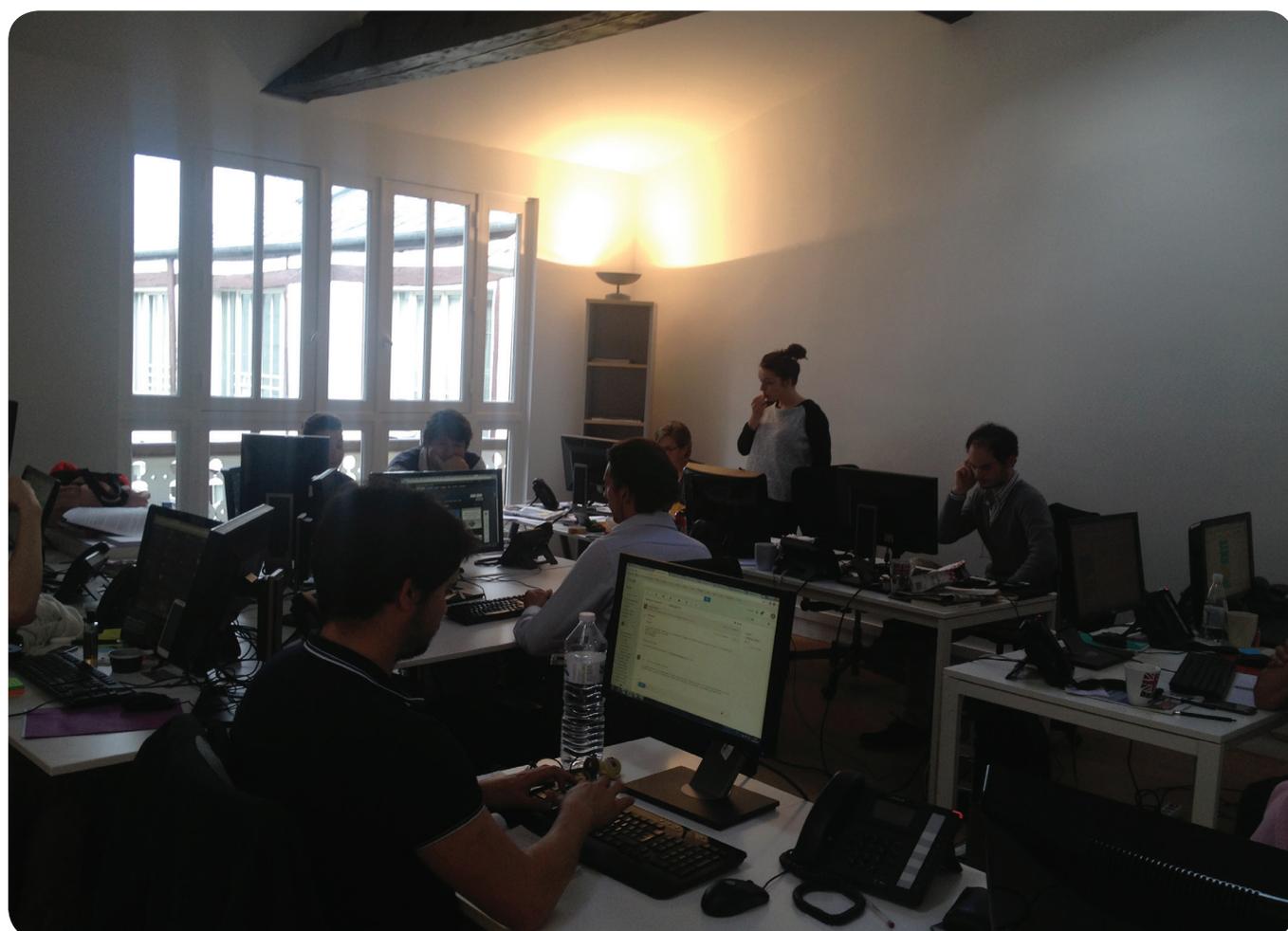
Cette façon d'aborder le journalisme, propre aux quotidiens, en permanence en flux-tendu avait quelque chose de très gratifiant. Au-delà même de tout ce que j'ai pu apprendre, cette marque de fabrique de la presse quotidienne savait dispenser des doses d'adrénaline (et de stress) qui, avec le recul m'apparaissent singulièrement bénéfiques.

En plus d'avoir découvert un fonctionnement très particulier – le site ne publie pratiquement que des interviews – je pense avoir appris beaucoup. D'abord à travailler en équipe. Un problème dans le travail d'un journaliste entraîne un problème sur l'ensemble de la conduite, le chemin de fer, et donc concernera immédiatement l'intégralité de l'équipe. C'est à la fois rassurant, et une épée de Damoclès. Somme toute, c'est aussi un des moteurs qui nous pousse à avancer. J'ai aussi appris à travailler, plus et plus vite que je ne l'avais jamais fait, ainsi qu'à gérer le stress que pouvait impliquer ce métier qui, je l'espère, me fournira un jour de quoi payer ma « soupelette » du jour !

Je n'ai eu que peu de temps à consacrer à différentes réflexions sur une évolution potentielle de la profession. Cependant, quand Atlantico a envisagé un abonnement payant pour avoir accès à ses articles, j'ai été confronté directement au problème. Après trois scoops (l'affaire DSK, le mur des cons et enfin les enregistrements de Nicolas Sarkozy par Patrick Buisson), le site n'était toujours pas arrivé à l'équilibre financier. La décision de Jean-Sébastien Ferjou de faire appel à son lectorat pour financer le fonctionnement du site me paraît être une déclaration assez forte, en cela qu'elle traduit sa volonté à un contenu éditorial propre. Ce qui, à l'heure où l'information en flux-tendu a tendance à uniformiser l'ensemble de nos médias, est plutôt rassurant.

Sommaire

Nouveau monde	3
Sommaire	4
“Un vent nouveau sur l’info”	5
Atlantico, c’est qui ?	8
La traversée de l’Atlantico	9
“Il n’y a pas de presse Internet”	13
Anatomie d’un scoop	15
Annexes et remerciements	17



“Un vent nouveau sur l'info”

Atlantico, c'est l'aventure de Jean-Sébastien Ferjou qui débute en 2011. Après 3 ans et trois scoops, le site d'information réputé de droite est jugé indispensable par une importante partie de la population.



« Pour qui est-ce que vous êtes journaliste, déjà ? », demandent parfois certains contributeurs, qui n'ont pas l'habitude de travailler avec Atlantico. Et parfois, certains qui ne suivent pas vraiment l'actualité générale – et moins encore celle des médias – concèdent ne pas connaître le site.

Il convient donc de présenter les différentes facettes de cette aventure qu'est Atlantico, avant de procéder à la description plus détaillée des tâches et des missions qui m'ont été confiés.

Atlantico, c'est quoi ? Un « vent nouveau sur l'info », à en croire la devise du pure-player qui a vu le jour le 28 février 2011, fondé notamment par Jean-Sébastien Ferjou. Mais concrètement, Atlantico, c'est l'affaire DSK de 2011, le mur des cons de 2013 et plus récemment le Buissongate – aussi connu sous le nom de Sarkoleaks – de ce mois de mars 2014. A peine trois mois après son lancement, Atlantico a su se construire autour d'un scoop fondateur, puis a transformé l'essai au travers de deux autres scoops, et a ainsi fidélisé son lectorat pour atteindre près de 4 millions de visiteurs uniques en mars 2014 (données Google analytics).

Un lectorat manifestement en pleine expansion, puisque le pari original était de parvenir à 600 000 visiteurs uniques par mois, après un an. En mai 2011, ils étaient déjà un million, et aujourd'hui ils sont deux à trois cent milles à venir quotidiennement. Une audience estimée qualifiée, puisque ce lectorat est essentiellement composé de cadres supérieurs et dirigeants (à 22.5%) et de catégories socio-professionnelles favorisées (environ 50%). La majorité de cette audience est donc composée de cadres, le plus souvent d'idéologie libérale ou de droite, actifs. Ils ont entre 25 et 45 ans, travaillent, et souhaitent s'enrichir.

« Raconter le monde tel qu'il est, pas tel qu'on voudrait qu'il soit »

Atlantico, c'est donc un succès assez fulgurant. Peut-être trop pour certains, comme l'agence Alchimia qui soupçonne un « coup de main » de la part de l'entourage de Nicolas Sarkozy. Le pure-player ayant été lancé peu avant la campagne des présidentielles de 2011, et étant orienté à droite il soulève évidemment certaines questions. Pour autant, la première devrait sans doute

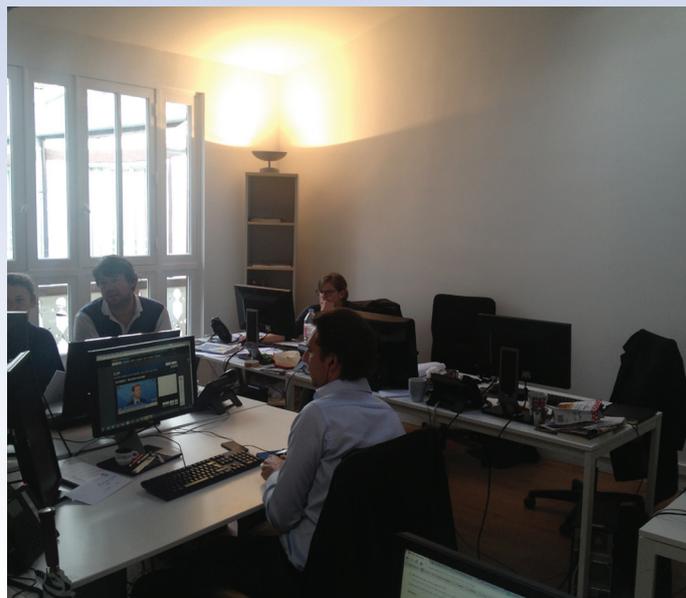
PRÉSENTATION DE L'ENTREPRISE

être la suivante : **comment Atlantico a-t-il pu se démarquer ainsi pour séduire aussi vite, et aussi durablement ?** Sans doute pas grâce à d'éventuelles aides, mais plutôt en raison d'un concept qui lui est propre. « *Je viens du monde de la télévision, je n'ai pas ré-inventé l'eau tiède* », déclarait humblement Jean-Sébastien Ferjou, face aux caméras de Canal +, un peu après le scoop des enregistrements de Nicolas Sarkozy. Charlotte Cabaton, rédactrice-en-chef adjointe, présente une version différente de son côté. « *Je ne vois pas pourquoi, si Calvi le fait bien, on ne pourrait pas trouver chaque jour un expert différent pour répondre à une question différente.* »

Le principe d'Atlantico est simple. L'intégralité des papiers décryptages – à quelques rares exceptions – sont réalisés sous la forme d'interview. Il s'agit, à l'image d'Yves Calvi, de faire appel à différents spécialistes pour toujours éclairer l'actualité avec un regard différent. Peu à peu, le site a su mettre sur pied un réseau d'environ 2500 contributeurs, sur lesquels compter pour analyser, comprendre et expliquer le monde « *tel qu'il est et pas tel qu'on voudrait qu'il soit* ». Dans les faits, le site ne se repose pas sur l'intégralité de son carnet de contacts : une bonne partie de celui-ci n'est pas utilisé. Pour autant, il convient évidemment de le renouveler aussi souvent que faire se peut.

Ce qui, finalement, consiste effectivement à adapter des recettes issues d'autres milieux médiatiques à un nouveau domaine. En l'occurrence, le concept qui parvient tant à séduire, c'est le mélange de la télévision et du journal écrit. A ajouter à cela une ligne éditoriale particulière. « *Le libéralisme n'est pas un gros mot* », précisait le fondateur, lors de la conférence de presse de février 2011 qui annonçait la naissance du site. Ce qui n'a pas empêché le pure-player de toujours réfuter un quelconque attachement ou une quelconque affiliation à un groupe politique : « *Nous ne sommes l'organe d'aucun parti* ».

Cela étant, même si cette qualification est réfutée par Jean-Sébastien Ferjou, Atlantico est ouvertement plus de droite qu'il ne pourrait être de gauche (Médiapart va jusqu'à titrer « Atlantico, la



droite rance » le 28 février 2011). En cela, il vient occuper un créneau laissé relativement vacant : la majorité des pure-players de France qui ont su se construire une légitimité à ce moment sont de gauche. Le lectorat de droite a donc vraisemblablement trouvé en Atlantico de quoi combler un vide. Et aujourd'hui, 86% de ce lectorat estime qu'Atlantico a gagné sa propre légitimité sur les questions d'ordre politique et économique, tandis que 77% le jugent dorénavant indispensable à la presse Française (étude Think Out/Opinion Way, 3055 répondants, décembre 2013).

La petite histoire d'Atlanti-Cow !



Atlantico, c'est sans conteste un nom assez étrange. Qui ne témoigne pas, cependant, d'un atlantisme particulièrement prononcé, en dépit de ce qui a pu être dit à cet égard, depuis sa naissance. En revanche, ce qui est certain c'est que ce nom est issu d'une certaine fascination pour la presse et les médias américains. En effet... Quand on fait un peu plus attention, Atlantico c'est la contraction de The Atlantic et Politico, deux médias assez connus outre-Atlantique, et pour lesquels Jean-Sébastien Ferjou a un intérêt certain.

« Se forger une véritable crédibilité éditoriale »

« J'ai simplement été contacté par un mail, dans lequel il y avait une demande de rendez-vous et quelques explications assez succinctes sur le concept », disait Charles Beigbeder lors d'un reportage mené par le Tube pour tâcher de percer à jour le « mystère Atlantico ». L'une des forces du pure-player, c'est de n'appartenir à aucun grand groupe de presse, ce qui est indéniablement un atout, en termes de liberté et d'indépendance.

Néanmoins, comme c'est le cas de toutes les entreprises, il fallait financer l'aventure. Plusieurs actionnaires venus essentiellement du monde de l'entreprise ont fait le pari de soutenir le pure-player, dont Charles Beigbeder. A l'origine financé à 49% (soit à hauteur de 600 000 euros) par Freemind, une holding qui réunit entre autres Xavier Niel, Marc Simoncini ou Hugues Dangy. Aujourd'hui, Jean-Sébastien Ferjou s'est évertué à diversifier son actionnariat, et on retrouve notamment Gérard Lignac – baron de la presse régionale quotidienne – qui a investi près de deux millions d'euros. S'il ne s'agit pas, à son sens, d'un investissement de rentabilité (le site n'a pas encore atteint l'équilibre financier), il s'agit « d'aider la France à aller de l'avant plutôt que de la laisser s'enfoncer dans ses ornières comme elle est en train de le faire ».

Dès 2013, Atlantico s'essaye aux contenus payants, au travers d'A-Book (Atlantico-Book), dans le cadre d'un partenariat avec les éditions Eyrolles. Le 14 mai 2014, il met en place un processus d'abonnement, pour tenter d'équilibrer ses comptes. Gratuit jusqu'à présent, mais déficitaire, le pure-player n'est parvenu qu'à couvrir la moitié de ses dépenses – qui s'élevaient à un million d'euros, d'après Jean-Sébastien Ferjou – en 2013.

« Il fallait d'abord construire la marque, l'image, une vraie crédibilité éditoriale. C'est tout un modèle qui était prévu depuis le début mais que l'on ne met en œuvre au fil du temps », confirme Jean-Sébastien Ferjou, qui ajoute également qu'il ne pouvait pas mettre en place un système payant immédiatement, comme Edwy Plenel par exemple puisqu'il ne dispose pas de la même

notoriété. Dorénavant, Atlantico jouit donc d'une palette élargie de sources de financement, avec d'un côté un actionnariat – dont font évidemment partie les cofondateurs – prêt à soutenir son développement, des annonceurs et enfin un système d'abonnement qui permet aux lecteurs les plus intéressés, les plus fidèles ou les plus dévoués, de venir renforcer l'avancée du pure-player.

Atlantico, c'est qui ?

Atlantico, ce n'est pas uniquement un actionariat, des annonceurs et un lectorat : c'est également une équipe permanente d'une petite quinzaine de personnes, mais également d'un certain nombre de pigistes qui forment l'épine dorsale de ce quotidien du web.



Jean-Sébastien Ferjou
Directeur de publication



Pierre Guyot
Cofondateur, éditorialiste

Direction



Anne Cartereau
Directrice Générale



Lionel Bounoua
Directeur commercial

Rédacteurs-en-chef



Charlotte Cabaton
Rédacteur en chef adjoint



Alexandre Jeziorski
Rédacteur en chef adjoint

Journalisme



Carole Dieterich
Journaliste pôle
décryptage



Nicolas Goetzmann
Journaliste économie



Barbara Lambert
Journaliste culture
et société

Pigistes

Décryptage/Editing

Pépites

Atlantico Light



Gwendal Perrin
Community manager



Jean-Marc Sylvestre
Atlantico Business

La traversée de l'Atlantico

Atlantico fonctionne très différemment des autres médias auxquels il est possible de le comparer. Ce qui peut être déroutant au début, stressant parfois, mais indéniablement exaltant. Un défi à relever : se jeter vers l'inconnu et le prendre à bras le corps.

« *C'est bon, on est partis* » lâche Charlotte, rédactrice-en-chef adjointe d'Atlantico, en charge de l'équipe « décryptage ». Il est 10h15, peut-être 10h30, et la conférence de rédaction, qui permettra de déterminer la conduite du jour, débute. « *Vincent ?* » Lance-t-elle à nouveau. La majorité du temps, les stagiaires commencent et énoncent les différents sujets sur lesquels ils auraient souhaité réagir, tout en tâchant d'expliquer de façon concise et claire comment. Et pourquoi. Après quoi viennent les pigistes, et finalement entre 10h45 et 11h10 le tour de table prend fin.

Ce rythme qui caractérise la conférence de rédaction est également celui qui va découper la journée. Atlantico publie quotidiennement 12 décryptages, soit douze interviews, réalisées par un groupe de quatre à sept journalistes en moyenne, stagiaires compris. Concrètement, cela signifie qu'il faut réaliser une vingtaine d'interviews quotidiennement, sur des sujets aussi variés que les implants cérébraux, les 1 million 800 000 ménages Français que Manuel Valls souhaite sortir de l'impôt, ou les cinq conseils à donner aux amateurs de chocolat pour pouvoir en manger un peu plus. Aussitôt que les sujets sont validés par Jean-Sébastien Ferjou, directeur de la publication, la rédaction décryptage s'anime, la tête déjà bien souvent sous l'eau.

« Ce qui est primordial, c'est de trouver quelqu'un de légitime et de disponible pour répondre »

Mais même en attendant l'aval de la direction, les journalistes commencent à travailler. « *Vers quelle heure pensez-vous pouvoir répondre monsieur Rocchi ?* », glisse l'un d'entre eux à l'un des contributeurs avec lequel il négocie un entretien sur la façon dont Vladimir Poutine gère économiquement la Russie. « *Très bien. J'attends*



vos réponses pour ce soir, alors. Merci encore ! », ajoute-t-il, avant de raccrocher le téléphone pour mieux le décrocher de nouveau. Un bref coup d'œil sur le carnet de contacts, et un coup de fil de plus à passer : avec des effectifs comme ceux dont dispose le pure-player, il est indispensable et nécessaire que chacun réalise plusieurs articles – idéalement entre trois et quatre – par jour. Ce qui ne laisse que peu de répit. Un sandwich devant l'ordinateur pour la pause déjeuner, une pause-clope ou café de temps à autres, mais la majorité du temps est passée au bout du fil, à questionner inlassablement divers experts et spécialistes.

Parfois, les contributeurs acceptent de répondre aux questions dans le corps de mail. C'est alors un gain de temps salvateur pour les journalistes. « *Le travail principal, ça n'est pas la rédaction des questions. C'est une partie importante, certes, mais ce qui est primordial, c'est de trouver quelqu'un capable de répondre, et de disponible !* » Glisse Marianne, stagiaire depuis janvier. Et de fait, si Atlantico dispose d'un « stock » d'environ 2500 contributeurs, il est important de le renouveler régulièrement. Assurer un sujet, c'est

parvenir à « caler » quelqu'un, comme on entend parfois dans la rédaction. Et caler quelqu'un, si cela peut sembler simple de prime abord, c'est loin de l'être en vérité. Particulièrement pour un stagiaire fraîchement arrivé.

L'horloge sonnera bientôt seize heures. Un seul contributeur a accepté de répondre à l'interview. En dépit de dizaines d'appels, les autres sont restés muets, sont trop occupés pour consacrer le temps nécessaire à la réalisation d'une interview sur des sujets souvent complexes. Parfois, ils n'ont pas pris la peine de décrocher. En un mot, la situation se dessine mal. C'est dans ces moments-là, et souvent avant, que le stress monte. Pas uniquement parce que la suite semble présager de gros problèmes d'ordre personnel, mais également pour ce que cela implique vis-à-vis de l'ensemble de l'équipe. D'autant que plus l'heure avance, plus il devient complexe de dénicher un expert capable d'éclairer la lanterne des journalistes – et des lecteurs. S'il est possible, en journée, de contacter les maisons d'éditions pour obtenir le numéro d'un auteur (préalablement recherché, cela va de soi), la majorité ferment entre 17 et 18h. Et généralement, proposer une interview à brûle-pourpoint à un expert se résume à un entretien téléphonique. *« Une réponse par mail c'est le top, indéniablement. Pour autant, on a rarement le luxe de refuser un entretien téléphonique. »* Souligne Gilles, pigiste depuis un peu plus d'un an, dorénavant.

« Le temps et l'actualité, variables essentielles »

C'est pourquoi, quand à 17h30, le téléphone sonne et que le directeur de l'Ecole de Guerre Economique – Christian Harbulot – finit par rappeler après avoir pris connaissance d'un message laissé sur sa boîte vocale plus tôt dans la journée, il apparaît tout à fait logique d'accepter de mener l'interview par téléphone, fut-ce à 21h30. Cependant, ce genre de situation n'est pas l'unique apanage de contributeurs trop débordés pour répondre avant. Parfois, la conduite se fournit en nouveaux sujets – actualité, quand tu nous prends ! – aux alentours de 20h. Il faut alors relancer toute la machine (qui généralement n'est pas arrêtée, loin de là), pour contacter quelqu'un en panique. Si ce n'est pas une situation com-

mune, elle arrive parfois, et se décline à chaque fois qu'il est indispensable de recontacter un contributeur pour pouvoir apporter quelques précisions au fond de l'interview, toujours ou presque pour le soir même. Tel est le dur, sans doute, découpage du temps dans un pure-player.

Une interview menée par téléphone mène à un « dérush ». *« Quand tu parles pendant dix minutes avec un contributeur, tu sais que tu en as pour au moins quarante minutes de réécriture ensuite »*, d'après Théophile qui pige depuis un an et demi. C'est pourquoi, il n'est pas rare, et particulièrement depuis le fameux « Buissongate », de croiser des journalistes en train de batailler avec un formulaire de mise en ligne (CMS, ou Backoffice) un peu réticent plus tard dans la soirée. Et si parfois il est 23h passée quand ils commencent à enfiler leurs blousons pour rentrer chez eux, c'est bien parce qu'il est impossible – ou presque, encore une fois – de repousser au lendemain la parution d'un article. Car, comme l'ensemble des médias, le « diktat » de l'actualité et de l'information en temps réel règne sur la rédaction, comme un second rédacteur-en-chef. Invisible, mais présent.

Le regard d'Atlanti-Cow !



La conférence de rédaction est indéniablement l'un des instants les plus cruciaux de la journée. Quand bien même Jean-Sébastien Ferjou décidera d'un certain nombre de sujets indépendamment des propositions de l'équipe décryptage, cette réflexion commune reste essentielle. En plus de déterminer une importante partie de la journée et des idées qui seront développées, elle représente une occasion de s'exprimer et concentre peut-être tout l'intérêt du travail. Défendre une idée, débattre d'autres, et finalement pouvoir apporter sa pierre à l'édifice du journal. Y laisser sa griffe, tout en conservant néanmoins l'esprit de la ligne éditoriale – ça n'est pas chez Atlantico qu'on protégera François Hollande, par exemple ! –

Les interrogations d'Atlanti-Cow !

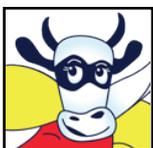


Atlanti-Cow : Vous avez passé quatre mois au sein de la rédaction d'Atlantico. Quelles sont les missions que vous avez du exécuter ?



Vincent Nahan : Les mêmes que n'importe quel pigiste travaillant pour Atlantico. La rédaction n'étant composée que de pigistes, cela revient à dire les mêmes que n'importe quel journaliste susceptible de travailler avec moi. Dès le premier jour, j'ai été chargé de réaliser un certain nombre de décryptages, sans vraiment de temps d'essai ou de formation. Quelques explications, tout juste, et un plongeon dans le grand bassin. Si je n'ai pas réussi immédiatement à réaliser le travail demandé, j'ai néanmoins fait tout mon possible pour le faire au mieux. Après un peu de temps, j'ai su prendre le taureau par les cornes et me rendre véritablement utile.

Au-delà des interviews quotidiennes, j'ai également été chargé de « dictées », certains contributeurs ne fonctionnant qu'ainsi. Il fallait alors retranscrire le texte de la tribune en direct, par téléphone. Enfin, j'ai été amené à relire et reprendre un certain nombre de papiers (synthèses, par exemple), mais également en écrire moi-même.



Atlanti-Cow : Vous parlez de décryptages. Concrètement, en quoi cela consiste ?



Vincent Nahan : Un décryptage, concrètement c'est une interview. Cela veut dire se renseigner sur le sujet qu'on souhaite traiter pour le lendemain – on travaille toujours à J+1 chez Atlantico ! –, puis chercher quelqu'un de qualifié et de légitime pour aborder le thème en question. C'est un aspect essentiel du travail, qui n'est pas forcément aussi simple qu'il n'y paraît. Cela étant, une fois qu'un expert ou un universitaire a accepté de répondre, tout devient très gratifiant. Afin de mieux définir le sujet, la « politique de la maison » est d'en discuter un peu avec lui. Et en général c'est l'un des moments où on en apprend le plus !

Après quoi, il convient de s'accorder pour un rendez-vous téléphonique (auquel cas il faut retranscrire l'interview pour pouvoir la publier le lendemain matin) ou des réponses par mails...



Atlanti-Cow : Quelles peuvent-êtres les difficultés rencontrées ?



Vincent Nahan : La première d'entre elles, c'est le temps. Je suppose que c'est le cas pour chaque quotidien, mais il joue contre les journalistes. Convaincre un expert de répondre à brûle-pourpoint sur des questions parfois complexes c'est loin d'être une tâche aisée. D'autant plus qu'il arrive aussi que ceux-ci ne répondent pas, pour des raisons diverses qui vont de l'indisponibilité au fait qu'ils n'apprécient pas la ligne éditoriale. Quant aux autres difficultés, je pense qu'il est important de citer la charge de travail. L'équipe est assez resserrée, et par conséquent chacun doit mener plusieurs interviews, tous les jours (que l'on soit pigiste ou stagiaire !). Cela étant, c'est quelque chose que l'on parvient à faire, même si cela signifie que les horaires sont assez extensibles. C'est difficile, mais pas irréalisable, et c'est valorisant quand c'est fait.

Au coeur de l'info, Avec Atlantico : EFJ Paris-Bordeaux



Ecole Française de Journalisme – Prochaines sessions d'examens les 21 juin et 10 juillet 2014

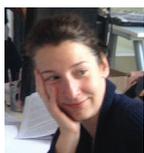


“Il n’y a pas de presse Internet”

Charlotte Cabaton est rédactrice-en-chef adjointe d’Atlantico. En charge du pôle décryptage, elle a pour mission de mener à bien le traitement et l’analyse de l’information. C’était également ma maître de stage.



Vincent Nahan : Atlantico a su se différencier des autres médias auxquels il est possible de le comparer. Récemment encore, il s’est fait remarquer, notamment à travers du « Buissongate ». Comment expliquer qu’Atlantico perce là où d’autres ne s’en sortent pas ? Quelles sont les spécificités d’Atlantico vis-à-vis des autres pure-players, mais également de la presse papier ?



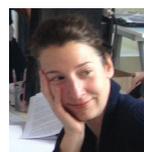
Charlotte Cabaton : Le succès d’Atlantico vient, à mon sens, d’une différence de rythme. Le fait de devoir travailler différemment, avec des contraintes spécifiques implique nécessairement d’être plus inventif dans la façon de traiter l’actualité, d’aborder un sujet ou une idée. Prenons un exemple concret : Atlantico ne travaille avec aucun fil de dépêche, contrairement à la majorité de la presse écrite. C’est également le cas d’autres pure-players, comme Médiapart, qui a fondé l’ensemble de sa valeur journalistique sur l’investigation, ou Rue89. Néanmoins, ces pure-players n’ont pas la même approche que celle qu’on peut retrouver chez Atlantico : ce que Médiapart fait, nous ne le faisons pas, tandis que Rue89 aura tendance à considérer les sujets d’une façon plus « traditionnelle », « classique », plus « presse écrite », en plus d’avoir récemment été racheté par un grand groupe de presse.

Atlantico c’est une petite équipe, qui doit travailler en très peu de temps. Ça entraîne fondamentalement la différence dans le traitement de l’information, puisqu’il est rare – en raison de ces contraintes – qu’on puisse traiter un sujet avant tout le monde. Face à cela, le parti pris est de travailler des sujets que si on a quelque chose de nouveau à dire, un éclairage innovant à apporter. Je ne dis pas que tous les autres médias

traitent les sujets de la même façon ! Simplement qu’il faut pouvoir apporter une certaine valeur ajoutée à un sujet pour pouvoir le présenter en conférence de rédaction, puis potentiellement le traiter et le publier ensuite.



Vincent Nahan : Le fonctionnement d’Atlantico est très différent de celui du reste de la presse. Pour autant, est-ce que cela ne signifie pas avoir davantage de contraintes ? Quelles peuvent-elles être ?



Charlotte Cabaton : Globalement, nous avons déjà abordé les contraintes auxquelles Atlantico est soumis. Il faut mentionner l’équipe restreinte, et le peu de temps qui nous est imparti, ainsi que l’impossibilité de traiter les sujets autrement qu’à J+1. Ce sont, effectivement, des contraintes susceptibles de poser un certain nombre de problèmes pour celui qui s’attache plus à la primeur qu’à l’analyse de l’information. Cependant je crois qu’elles forment, au contraire, les points forts d’Atlantico. Ce sont ces contraintes qui nous imposent de ne pas nous reposer sur les angles qu’on peut trouver ailleurs et de chercher ce qui fera le sel d’Atlantico.



Vincent Nahan : Qu’est-ce que ces différences impliquent, pour le rédacteur-en-chef ? En quoi votre travail peut-il différer de celui d’Yves Thréard ou d’un rédacteur-en-chef sur un autre pure-player, par exemple ?



Charlotte Cabaton : C’est une question à laquelle il m’est difficile de répondre, puisque je suis rédactrice-en-chef chez Atlantico et non ailleurs. Néanmoins, s’il fallait trouver et lister plu-

sièurs différences, j'aurais tendance à souligner l'implication au quotidien que nécessite le poste que j'occupe chez Atlantico. La structure même de la rédaction est assez différente de celle du Figaro ou d'autres organes de presse, et c'est l'un des socles de différence : Atlantico fonctionne avec une petite équipe, et sans rubrique. Cela veut dire, d'une part, que tout le monde doit être polyvalent, mais aussi que je n'ai pas de chef de rubrique sur qui m'appuyer. Concrètement, je dois m'impliquer sans doute plus que d'autres rédacteurs-en-chef dans le travail de mes journalistes. Ce qui me laisse moins de temps pour voir à long terme.

Toutefois, je pense que chacun a sa façon d'envisager ce travail. Les rédacteurs-en-chef ont aussi une certaine patte, qu'ils conservent toujours, même partiellement. C'est peut-être parce qu'Atlantico fonctionne ainsi que je travaille de la sorte, mais je pense que si j'étais amenée à changer de rédaction, je continuerais à m'impliquer autant, au quotidien.

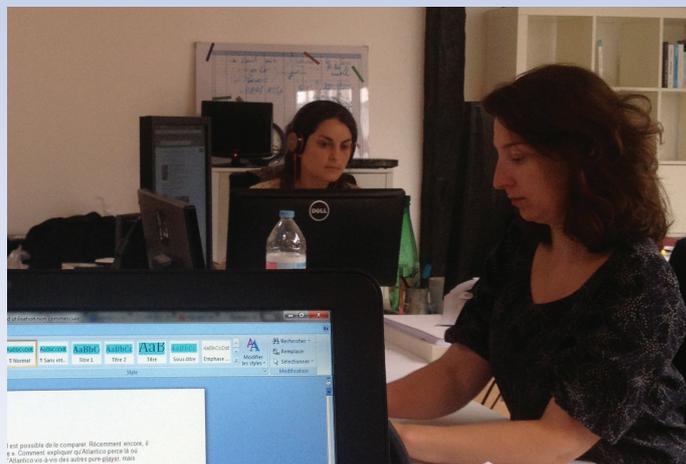


Vincent Nahan : Dans quelle mesure les médias comme Atlantico sont-ils les acteurs d'une évolution majeure du modèle de la presse française ? Vous sentez-vous au cœur de ce virage qui touche la profession ?



Charlotte Cabaton : Oui, clairement. Je me sens en effet au cœur de ce virage, et je crois qu'Atlantico est un modèle à plusieurs égards. D'abord pour la façon dont il va traiter l'actualité et l'information, selon les critères que nous avons déjà évoqués, mais aussi sur l'aspect économique. Nous sommes aujourd'hui en train de tester quelque chose, avec le paywall qui a été mis en place le 14 mai 2014. Pour que les gens, dorénavant habitués à une presse presque entièrement gratuite acceptent de payer de nouveau, il est nécessaire d'apporter quelque chose de neuf. A mon sens, la presse en est arrivée à la gratuité par manque d'originalité. En tant que lectrice, je comprends tout-à-fait celui qui préférera la presse gratuite au Monde ou au Figaro : à quelques exceptions près, l'actualité et l'information sont abordées d'une façon très similaire. A choisir entre un journal à 1,80 ou 2 euros et le même (en moins fouillé, certes) gratuit, le choix est assez vite fait.

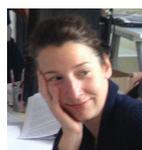
Au-delà de ça je crois que ce qu'il est important



de retenir, concernant les médias en ligne, c'est qu'ils représentent un carrefour. Au travers d'eux, il est possible de penser l'information différemment. Au fond, il n'y a pas de presse Internet et Internet n'est pas l'avenir de la presse écrite. Internet, c'est l'avenir de la presse, de façon bien plus large et bien plus globale, tout en n'étant qu'un outil permettant de mettre fin au cloisonnement entre les genres. C'est une plateforme qui permet d'offrir le meilleur et d'adapter un médium au message que l'on souhaite délivrer.



Vincent Nahan : De plus en plus de critiques sont formulées contre la presse, désormais taxée d'avoir perdue de son indépendance. Qu'en est-il pour Atlantico ? Parvenez-vous à conserver une certaine liberté de parole en dépit des différents actionnaires ?



Charlotte Cabaton : Si Atlantico est parvenu jusqu'à présent à maintenir une indépendance certaine vis-à-vis de ses actionnaires, c'est parce qu'il a pu les diversifier. Aujourd'hui, le site a bien entendu un actionnaire majoritaire, néanmoins il a aussi une variété assez élargie d'actionnaires, qui nous permet de conserver notre liberté de parole.

L'actionnaire principal, c'est Gérard Lignac. Pour autant, il n'intervient pas sur la ligne éditoriale : je peux en témoigner, il ne m'a jamais appelée pour me demander de modifier quoique ce soit, et n'a jamais exercé la moindre pression. C'est un actionnaire bienveillant. Quant aux autres, minoritaires qu'ils sont... Je crois que ça n'aurait aucun intérêt de tenter d'influencer la ligne éditoriale : cela se verrait, à terme. Et Atlantico perdrait de son crédit comme de son âme.

Anatomie d'un scoop

Dans la nuit du 4 au 5 mars 2014, Atlantico a publié une série d'enregistrements de l'ancien président de la République, Nicolas Sarkozy, par l'un de ses plus proches conseillers : Patrick Buisson. Dès le lendemain, le monde médiatique n'aura d'yeux et d'oreilles que pour le « Buissongate », ou le « Sarkoleaks ».

« *Pizza pour tout le monde ?* », s'enquit Anne Cartereau, directrice générale d'Atlantico, en jetant un œil à l'ensemble de l'équipe, toujours sur le pied de guerre. Il est minuit, passé de quarante-huit minutes, dans la nuit du quatre au cinq mars. Et bientôt, Atlantico sera le seul mot qu'ils auront à la bouche. Tôt dans la matinée, déjà, une espèce d'effervescence avait pris une partie de la rédaction. Ceux qui savent ne doivent rien dire, mais quelque chose d'assez indescriptible transparait dans leur attitude. Une forme d'émoi, d'excitation, mais également de stress, qui tend à influencer sur les décisions que peut prendre Charlotte. Ainsi, ce mardi 4 mars 2014, tout semble se passer naturellement sans que personne, hormis les deux rédacteurs-en-chef, la directrice générale et le directeur de publication, ne parviennent à cerner les raisons de ce calme avant la tempête.

Quinze heures. Karima, stagiaire depuis deux mois et demi, décroche un coup d'œil à Charlotte avant de prendre son inspiration. « *Pas le temps, désolée ! Vois-ça avec Gilles* », lâche-t-elle, les yeux rivés sur l'écran de son ordinateur. Tout

reste flou, mais la situation se précise doucement. Sans pouvoir dire quoi, il apparaît évident que quelque chose se trame. Plus clairement, encore, quand arrive Pierre Guyot, co-fondateur et éditorialiste, sur le coup de 17h30. Le brouillard persiste, mais il est désormais limpide que cette journée sera à marquer d'une pierre blanche. « *Faites donc voir ça* », décrète-t-il avant de s'isoler en compagnie des hautes autorités de la rédaction. D'autres indices parsèment la fin de l'après-midi, notamment quand Charlotte fait rappeler Gilles – parti quelques minutes auparavant – pour l'aider sur la mise en forme d'un papier « *aussi important qu'urgent* ».

A partir de quoi, il est devenu impossible de garder le secret plus longtemps : la rédaction dispose des enregistrements de Nicolas Sarkozy réalisés par Patrick Buisson, un de ses plus proches conseillers. Oh, certes, pas l'intégralité de ceux-ci, mais suffisamment pour qu'il soit nécessaire de les dépouiller plus de six heures durant. L'enjeu est réel : le Canard Enchaîné a aussi quelques pistes audio sous le coude, et compte publier le verbatim dès le lendemain. La



course au scoop a commencé tôt et promet de se terminer tard. Un peu avant que les fameuses pizzas promises n'arrivent, la majorité des quatre enregistrements qu'Atlantico souhaite publier ne sont pas prêts. Et à 5h du matin, si la majorité des pigistes ont quitté les locaux, la rédaction n'est toujours pas fermée : les rédacteurs-chefs continuent à travailler d'arrache-pied. Un pari réussi, mais éreintant. Atlantico est le premier à publier la retranscription des enregistrements, mais aussi les fichiers sons.

« *Soyez pertinents ! La France vous lit, voire vous écoute* », déclare Pierre Guyot dès le lendemain, non sans une touche d'humour. Ce qui, finalement, n'est pas aussi absurde qu'il n'y paraît. Dès le 5 mars, Atlantico enregistre un record de fréquentation avec 700 000 visiteurs uniques, et c'est sans compter les équipes de tournages qui se multiplient dans les bureaux pourtant étriqués de la rédaction (qui a déménagé depuis !). Le Tube de Canal +, mais aussi France 2. Les tournages s'étalent sur près d'une semaine, tandis que de plus en plus de lecteurs réagissent aux entretiens. « *C'est inadmissible ! Atlantico est devenu un site de gauchistes qui veut couler Nicolas Sarkozy ! Trahison !* » fait désormais partie du lot quotidien des pigistes. Beaucoup s'indignent, certains contributeurs déclarent même ne plus vouloir répondre aux sollicitations du site. Parfois, certains mails menacent même les journalistes.

En dépit des attaques en justice de Nicolas Sarkozy contre Atlantico, et du retrait des enregistrements comme des verbatims, l'affaire Buisson – le Buissongate ou le Sarkoleaks, qu'importe la façon dont on le nomme – a littéralement fait bondir le site, sur tous les plans. Ce troisième scoop fera incontestablement parti de la colonne vertébrale du développement d'Atlantico, en plus de dévoiler à la vue de tous un scandale politique autant que d'importantes failles dans la sécurité des présidents de la République.

Annexes et remerciements

Au cours de ces quatre mois de stage, j'ai travaillé sans compter, mais avec enthousiasme. Avec une fourchette de 175 à 200 articles réalisés, je souhaitais, au terme de cette expérience, remercier tant Atlantico que l'EFJ, sans lesquels cela n'aurait pas été possible. Remerciements, donc, à :

- Jean-Sébastien Ferjou, directeur de la publication et fondateur d'Atlantico, pour m'avoir permis de prendre part à cette aventure
- Charlotte Cabaton, rédactrice-en-chef adjointe, pour m'avoir accepté en stage et m'avoir accompagné dans cette expérience
- L'intégralité de la rédaction d'Atlantico pour m'avoir souvent guidé, conseillé et formé au quotidien
- L'administration de l'EFJ pour la mise en place de stages
- L'équipe pédagogique de l'EFJ pour les cours qu'ils ont pu me prodiguer.

A défaut de pouvoir présenter l'intégralité de mes travaux, je vous sou mets une liste non exhaustive de quelques interviews que j'ai pu mener de début février à fin mai.

Pourquoi le bug des TER trop larges est loin d'être le scandale du siècle (mais le gouvernement aurait-il intérêt à le faire croire ?)

Depuis mardi 20 mai, la polémique autour des trains trop larges pour les quais enflera largement. Le Canard Enchaîné a dévoilé que le rabotage des quais coûterait 50 millions d'euros. Une somme sans doute vertigineuse pour beaucoup d'entre nous mais qui, au vu de l'investissement total, ne représente qu'une partie infime.

Atlantico : Le mardi 20 mai au soir est sortie l'information qui devait être celle du dernier scandale : le "bug" des trains trop larges pour les quais, qui devrait coûter 50 millions d'euros. Pourtant, au vu de l'investissement total sur les rames (15 milliards), cela ne représente qu'une hausse de 0.33%. Finalement, ce scandale a-t-il vraiment lieu d'être ?

Alain Bonnafous : C'est en effet moins important que ne le suggère le bruit suscité par ce bug car il implique des investissements limités et qui peuvent être combinés avec d'autres, par exemple pour les accès des usagers à mobilité réduite. Mais c'est tout de même gênant qu'un très ancien problème de gabarit paraisse mal maîtrisé en 2014, c'est-à-dire à un moment où les bases de données ont des capacités pratiquement illimitées et devraient être interrogeables en quelques secondes. A condition d'avoir été bien conçues et convenablement alimentées.

Il est reproché la commande de trains trop larges. Or la largeur de ces trains répondrait à des impératifs d'accessibilité. Qu'impliquent concrètement ces règles d'accessibilité ?

L'accessibilité des usagers à mobilité réduite ne dépend pas des quelques centimètres de largeur des voitures. C'est plus un problème de compatibilité horizontale, pour au moins une portière, entre le quai et le plancher de la rame.

Nombre d'élus, qui se plaignent bruyamment depuis la révélation de cette affaire, savaient que des travaux d'accessibilité seraient nécessaires dans les gares les plus anciennes quel que soit le modèle de TER choisi. Y voient-ils un moyen de transférer en partie la charge financière sur RFF ?

Jusqu'aux assises du ferroviaire de 1991, les élus régionaux semblaient ravis de payer le kilomètre parcouru par un train 30 à 40 % plus cher que les länder allemands. L'ont-ils découvert à ce moment là ou ont-ils réalisé que c'était beaucoup ? Le fait est que plusieurs d'entre eux ont infléchi leur discours vis-à-vis de la SNCF, au point d'envisager de ne pas saboter l'ouverture à la concurrence prévue au plan européen. Sur le cas particulier du rabotage des quais, tout se passe comme s'ils voulaient conjurer le risque d'une facture encore alourdie.

Cette déclaration survient dans un cadre de négociations en vue d'une fusion SNCF-RFF. Quel peut être l'intérêt du gouvernement à affaiblir ou minorer la voix du RFF dans cette situation ?

J'ai encore en mémoire la première phrase du ministre des Transports dans son entretien du matin du jeudi 22 mai sur RMC : "Est-ce que RFF a fourni de bonnes informations ?" Quelle que soit la réponse, elle est censée selon Frédéric Cuvillier justifier son projet de loi qui replace sous la même superstructure le réseau et le transporteur. Ce n'est pas la bonne question et, le serait-elle, la réponse ne justifie rien.

Ce n'est évidemment pas la bonne question car si c'est bien RFF, propriétaire des voies et des quais, qui officiellement transmet la spécification des gabarits, c'est le gestionnaire de l'infrastructure délégué (GID), c'est-à-dire la direction "Infra" de la SNCF, qui instruit le dossier car la SNCF assure la mission de gestion de l'infrastructure pour tout son contenu opérationnel. Dans ce dispositif, issu de la loi de 1997, s'il faut dérouler quelque part un mètre ruban et établir des documents c'est

fait, et généralement bien fait, par les services de la SNCF.

Il en résulte que la réponse (à la mauvaise question) qui consisterait à dire que c'est la séparation de la roue et du rail qui expliquerait le dysfonctionnement ne tient pas : le dossier technique du cahier des charges des rames et celui des dimensions des voies et des quais étaient déjà traités dans la même maison, la SNCF.

La culpabilité de la séparation serait même, si elle était avérée, un argument contre le projet de loi de Frédéric Cuvillier : SNCF Réseau (ex-RFF) reprendra les activités du GID en particulier de la direction "Infra" de l'actuelle SNCF. Les dossiers des quais et des rames seront alors traités dans deux établissements publics différents, celui des rames étant évidemment conservé par le futur Epic SNCF Mobilité. Ce ne sera certainement pas la SNCF, EPIC de tête, qui ira tenir le mètre-ruban ou vérifier les dimensions des rames pour assurer la cohérence entre les deux dossiers (sauf à dédoubler les fonctions et les effectifs).

Les exemples étrangers ne justifient-ils pas la reconstitution d'une société unique ?

Les établissements du rail et de la roue n'ont pas de difficulté à très bien assurer leurs missions là où ils sont séparés, que la séparation soit radicale comme au Royaume Uni (qui a aujourd'hui le réseau le plus performant d'Europe occidentale y compris en matière de sécurité !), ou que la séparation ne soit que fonctionnelle comme en Allemagne où, au sein du holding DB AG, sa filiale société de réseau DB Netz entretient avec sa filiale transporteur DB ML les mêmes relations qu'avec les quelques centaines de transporteurs privés qui interviennent aussi sur ce réseau.

Le discours sur une grande société unique est à destination syndicale. L'important dans la réforme envisagée (et qu'il s'agit de faire accepter) c'est le regroupement au sein d'une société de réseau des missions de RFF, de SNCF "Infra" et de la direction de la circulation ferroviaire (DCF) qui régule les trafics.

En somme, le ministre a tort dans son argumentation mais a bien raison de proposer dans sa loi une clarification qui regroupera dans le même

EPIC toute la gouvernance du réseau. Ce sera une bonne loi pour peu que quelques amendements corrigent les avantages exorbitants alloués à la SNCF dans le projet de loi en son état.

Propos recueillis par Vincent Nahan

Alain Bonnafous



Alain Bonnafous est Professeur Emérite de l'Université de Lyon et chercheur au Laboratoire d'Economie des Transports dont il a été le premier directeur. Il est expert consultant auprès de l'OCDE (ITF), de la Banque Mondiale et de la Commission de l'UE. Il a assuré différentes fonctions : vice-président du Conseil National des Transports (1984-2010), administrateur de RFF (1997-2007), président de l'atelier du Plan sur la politique de transport (1992-1999)... Auteur de nombreuses publications, il a été lauréat du « Jules Dupuit Award » de la World Conference on Transport Research (Lisbonne 2010, décerné tous les trois ans).

Comment la gauche française est en train de sortir de l'histoire

Les défaites successives, l'incapacité à proposer un projet alternatif et une certaine désillusion amènent le PS à lentement s'effacer du champ politique. Avec le risque réel pour lui de devenir transparent, voire de disparaître purement et simplement.

Atlantico : Certains analystes pensent que le PS d'aujourd'hui se retrouve dans une situation semblable à celle qu'il connaissait sous Guy Mollet. Cette analyse est-elle pertinente ? Le PS – et à travers lui l'ensemble de la gauche – est-il à bout de souffle ?

Gaël Brustier : Je me demande si cette analyse n'est pas surtout injuste avec Guy Mollet... Le "molletisme" c'était une pratique molle à laquelle correspondait un discours dur.

La SFIO s'est perdue dans le verbalisme, la notabilisation mais elle conservait néanmoins quelques solides repères. Elle a payé au prix fort son action lors de la décolonisation. Affirmant sans cesse son « orientation à gauche », la SFIO adoptait néanmoins une pratique gouvernementale pour le moins plastique.

Surtout la gauche d'alors, celle de la SFIO et du PCF se perdait en un dialogue idéologique sans fin. On n'en finissait plus de peser et soupeser les convergences et divergences. Le schisme de 1920 avait eu lieu un peu plus de quarante ans avant et il pesait lourd. En revanche, disons les choses clairement, il y avait une idéologie à la SFIO. Il y existait une culture marxiste, de fermes repères idéologiques. Est-ce véritablement encore le cas ?

Le risque qui existe c'est la rétractation sur quelques bastions – dans le cœur des grandes métropoles notamment – et une incapacité à peser sur la politique du pays. En ce sens, oui, le risque est comparable aux dernières années de la SFIO (avec des points d'ancrage différents évidemment).

Vous parlez d'une gauche qui serait en train de sortir de l'histoire. Cela signifie-t-il que l'idéologie de gauche disparaît ? Quels sont les signes de ce déclin aujourd'hui ?

Les gauches, à des degrés divers en Europe, ont une réelle difficulté à être en dynamique. Elles ne donnent pas une explication convaincante du monde, elles n'apportent pas un projet alternatif et concret évident.

Pour les droites, expliquer le monde en trois phrases, du coin de la rue à Kaboul, est simple. Donner sens à l'expérience quotidienne de nos concitoyens quelles que soient leurs conditions matérielles, cela s'appelle l'hégémonie culturelle. Il faut constater que les gauches ont perdu cette capacité à dominer culturellement dans nos sociétés, à fortiori à être hégémoniques...

Ce n'est pas qu'une question de communication ou de temps de parole médiatique, même si cela compte. Ce qui est au cœur de tout, c'est l'incapacité à définir un projet alternatif non pas à la « droitisation » mais à ce que subissent nos concitoyens. Au cœur de tout, il y a la mutation de notre économie et la réorganisation de la société qui l'accompagne. C'est cela qui induit les mutations dans les perceptions que les « gens » se font du monde qui les entoure.

Le risque existe de voir le Parti socialiste mais aussi les autres partis de la gauche être marginalisés.

Pourtant, le pouvoir en place est un pouvoir socialiste. N'est-ce pas le signe même que la gauche vit encore en France ? Comment peut-on parler de gauche moribonde ?

Il y a une gauche qui vit. Les régions, les départements et les municipalités socialistes (même si elles sont en nombre nettement moindre), accomplissent un travail réel, concret, efficace. Dans toute une série de domaines, il existe des politiques locales innovantes. Mais cela ne suffit pas. On a constaté aux municipales qu'il fallait intégrer ces politiques, ces mesures à une vision

globale. En n'intégrant pas l'action locale à une véritable alternative sur le plan national, on a précipité la défaite de nombre d'élus qui, pourtant, n'avait pas démérité. Ce n'est pas l'action locale du PS qui a été sanctionnée.

La question simple à laquelle la gauche française est confrontée sur le plan national est la suivante : est-ce la peine d'être aux commandes pour mener une politique orthodoxe sur le plan économique, qui pourrait être menée par n'importe quelle majorité de centre ou de centre-droit en Europe ? La réponse commence à devenir évidente.

Quels sont les risques pour le débat démocratique d'une gauche aussi "fatiguée" ?

Le risque c'est la constitution d'un oligopole droitier. Il existe des pays où la gauche a quasiment disparu. C'est le cas de l'Italie. Le Parti socialiste italien, qui était de taille plus modeste que le nôtre, a disparu dans les années 1990.

Ses cadres ont d'ailleurs pour partie intégré Forza Italia de Silvio Berlusconi. Le Parti communiste italien, qui était devenu Parti démocratique de la gauche, s'est fondu dans un parti centriste comprenant des reliquats de la Démocratie chrétienne. En France, on peut aboutir à un concurrence permanente entre un centre-droit conservateur (de Bayrou à l'UDI), une droite libérale aux velléités de radicalisation (l'UMP) et les nationaux-populistes (le FN). Le risque ce n'est pas le tripartisme intégrant le PS (un thème qui sert surtout à se rassurer) mais la marginalisation du PS.

Que faudrait-il à la gauche aujourd'hui pour regagner la confiance de l'opinion et retrouver sa place, son rôle historique ?

Déjà, il faut faire preuve de modestie devant la tâche à accomplir. Toute rénovation doit être aussi idéologique. Le combat culturel est essentiel et il doit pouvoir s'appuyer sur un aggiornamento des idées de gauche.

Il existe des leaders qui renouvellent le projet de la gauche. Au sein de la Gauche radicale, il y a le leader grec de Syriza Alexis Tsipras, qui porte ce qu'il y avait de plus fécond dans les Forums sociaux. Dans la famille socialiste – ou

« social-démocrate – il y a Paul Magnette, qui porte en Belgique une forme de modernisation du socialisme. En France, il y a, au sein du Parti socialiste, des voix qui se font davantage entendre pour engager une véritable rénovation du PS. Jusqu'ici quand on parlait « rénovation », on ne parlait que méthode. Certains ont pensé que du changement de méthode dépendait tout le reste. C'est une erreur. Il faut mener en même temps rénovation idéologique et rénovation des méthodes. Cela passe aussi par le dialogue et l'unité des forces de gauche. Dialogue avec les forces sociales, avec les intellectuels, avec ceux qui dans la société font vivre des idées nouvelles. Il y a des raisons d'espérer à gauche.

Mais finalement, est-ce véritablement une situation qui concerne l'ensemble de la gauche ? Le PS n'est qu'un parti parmi diverses formations dont la sensibilité est également de gauche. La gauche française ne s'invente-t-elle pas à nouveau ?

Cette situation concerne l'ensemble de la gauche, même si, à l'intérieur d'une gauche en déclin, la gauche radicale ou les écologistes peuvent momentanément accroître leur poids relatif. Je ferais remarquer que la gauche radicale italienne a, à un moment, cru bénéficier de l'effondrement des autres partis de gauche. Cela n'a duré qu'un temps. En Allemagne ou en Autriche, les Grünen (les Verts) ont un petit espace libéré par le déclin des sociaux-démocrates locaux.

Ainsi, dans les idéopoles, ces grandes métropoles, la concurrence entre la gauche radicale, les écologistes et les socialistes peut tourner à l'avantage des premiers, comme à Grenoble. Mais ce serait erroné d'en déduire que la gauche peut tirer à terme bénéfice d'une telle situation.

La gauche peut se réinventer comme elle peut sombrer. Cela passe par la remise en cause d'une forme de soumission à l'orthodoxie économique de la part de la tête du Parti Socialiste et par l'abandon de cette rhétorique de la fracture entre « deux gauches », qui ne fera qu'accélérer la perte de toutes les familles de la gauche.

Propos recueillis par Vincent Nahan

Gaël Brustier

Gaël Brustier est chercheur en sciences humaines (sociologie, science politique, histoire).

Avec son camarade Jean-Philippe Huelin, il s'emploie à saisir et à décrire les transformations politiques actuelles. Tous deux développent depuis plusieurs années des outils conceptuels (gramsciens) qui leur permettent d'analyser le phénomène de droitisation, aujourd'hui majeur en Europe et en France.

Ils sont les auteurs de Recherche le peuple désespérément (Bourrin, 2010) et viennent de publier Voyage au bout de la droite (Mille et une nuits, 2011).

Stop aux postures sur l'Ukraine : à quoi pourrait ressembler un accord de realpolitik entre Russie et Occident

La Guerre Froide s'était axée autour de l'Allemagne et de Berlin. Aujourd'hui, c'est autour de Kiev que les tensions se cristallisent. Pour autant, certains intérêts de l'Est et de l'Ouest convergent, et c'est, en partie au moins, pourquoi la Russie ne passe pas à l'assaut.

Atlantico : Les intérêts Russes à entrer en guerre sont connus, notamment conserver son aura d'influence sur l'Ukraine. A contrario, quels sont ses intérêts à éviter l'escalade ?

Philippe Moreau Desfarges : La Russie n'a absolument aucun intérêt à entrer en guerre avec l'Ukraine. Pour la Russie, l'entrée en guerre avec l'Ukraine ne serait rien d'autre qu'une catastrophe, et les dirigeants Russes en sont tout à fait conscients. D'une part parce que l'armée russe s'engagerait dans un borborygme sans nom qui durerait des mois sinon des années.

D'autre part parce que la guerre qu'il faudrait mener tient moins de la guerre "classique" avec les confrontations de deux armées nationales que d'une guerre semi-civile. Certes, les pro-russes soutiendraient sans doute Moscou, quitte à se retourner plus tard contre elle puisque Moscou représenterait alors une armée d'occupation ; tandis que les Ukrainiens anti-Russie se livreraient à toute forme de résistance. Jouer la carte de la violence n'est définitivement pas la bonne solution pour la Russie, car elle est extrêmement hasardeuse à tout point de vue.

L'intérêt de la Russie est donc de chercher une solution négociée, dans la mesure où l'Ukraine va mal et représente déjà un problème. Une Ukraine effondrée ; en décomposition, ne serait ni plus ni moins qu'un véritable fardeau pour le Kremlin. Quand bien même il roule beaucoup des mécaniques, Poutine n'a d'autre intérêt que de chercher une solution négociée. Une Ukraine qui fonctionne à peu près bien, cela suppose avant tout un effort des Ukrainiens eux-mêmes, mais également un rapprochement avec l'Occident.

Mais la Russie veut également une Ukraine qu'elle contrôle : une Ukraine qui ne se lie pas trop étroitement avec l'Occident. Mais dans la

mesure où l'Union Européenne ne tient pas du tout à récupérer l'Ukraine, il doit exister des formules de rapprochement qui ne heurtent pas trop la Russie.

Pierre Lorrain : Le problème n'est pas tant de s'engager dans une guerre avec qui que ce soit. La Russie a montré qu'elle était capable d'aller beaucoup plus loin qu'elle ne le fait actuellement, si cela s'avérait nécessaire, mais ne le fera pas. Ce ne sera pas nécessaire : Poutine a misé trop gros pour que ses adversaires le suivent, comme on ferait un tapis au poker. Il ne reste donc à l'Occident d'autre choix que de se coucher. Les occidentaux peuvent gesticuler, néanmoins l'Europe n'a pas les moyens de suivre la Russie. Les Etats-Unis les ont, mais n'ont pas l'envie. Quant à l'Ukraine, première concernée, elle ne peut tout simplement rien faire. Vladimir Poutine n'a pas à redescendre, puisque la désescalade se fera seule, faute de gens pour le suivre. Il le savait avant de s'engager et ne l'aurait sans doute pas fait dans le cas contraire.

Les intérêts de Poutine dans la paix, c'est de ne pas avoir la guerre. Et c'est déjà une raison suffisante en soi.

Quels sont les intérêts des Occidentaux à trouver un terrain d'entente avec les Russes (chacun et collectivement) ? Quels intérêts entrent en jeu ?

Philippe Moreau Desfarges : La Russie est un colosse, qu'on le veuille ou non. C'est peut-être un colosse difficile, ou un colosse dangereux, mais un colosse tout de même. Dès lors, l'Occident et l'Europe ont immédiatement un énorme intérêt à s'entendre avec. Il y a également toute cette immense région d'Europe centrale et orientale, incluant l'Ukraine, la Biélorussie, mais également la Pologne et consort. Cette région a toujours été

très instable et très dangereuse. Un des principaux intérêts, tant des Etats-Unis que de l'Europe occidentale, est donc de stabiliser cette région, pour éviter qu'elle ne devienne une poudrière comme pouvait l'être la Yougoslavie. Il va de soi, néanmoins, que l'Europe est bien plus concernée que ne le sont les Etats-Unis, éloignés des événements par tout l'Océan Atlantique.

Certains pays sont plus liés à la Russie que d'autres, notamment en raison de l'approvisionnement en gaz que représente le Kremlin. Ces nations-là, comme l'Allemagne ou la Pologne, ont un intérêt tout particulier à ce que les approvisionnements ne soient pas interrompus. La Russie contrôle d'importantes livraisons de gaz, mais il ne faut pas oublier qu'elle a également besoin de cet argent. D'autant plus que la Russie a d'avantage intérêt à apparaître comme un fournisseur de gaz fiable que comme un fournisseur qui ne l'est pas. Là aussi, des compromis sont possibles.

Pierre Lorrain : Collectivement, l'Occident a le même intérêt que Vladimir Poutine.

L'un comme l'autre n'ont rien à gagner dans l'escalade de la violence, aussi l'un comme l'autre ne chercheront sans doute pas à la continuer. D'autant plus que les intérêts de l'Occident, en sa forme d'entité globale, sont véritablement importants. La Russie est un partenaire de l'Occident, et s'avère indispensable à la résolution d'un certain nombre de problèmes dans le monde, lesquels deviennent de plus en plus angoissants ; à commencer par la Syrie. Il va de soi que la négociation, voie sur laquelle la Syrie s'est engagée en dépit des difficultés que ça représente, est une meilleure issue à la guerre qu'aucune autre ne pourrait l'être. Seulement, il est impossible de traiter sans les Russes. De même qu'en Iran, qui est en train d'évoluer. Pendant des années, aussi bien les Occidentaux que les Russes ont insisté sur cette évolution. En substance, l'Occident jouait le rôle du méchant flic, et la Russie celui du gentil flic. Cela a produit des résultats, et il devient indispensable d'aller plus loin. La Russie est aussi indispensable en Afghanistan : elle récupère le fardeau de l'OTAN, qui quitte le sol Afghan. C'est désormais à la Russie de soutenir le gouvernement Afghan et de lutter contre les talibans.

Il va de soi également, qu'individuellement,

l'ensemble des acteurs de l'Occident ont des intérêts plus personnels. L'Europe dépend du gaz russe. Les investissements allemands en Russie sont particulièrement importants, et la France dénombre une pléthore de projets industriels, et militaro-industriels en commun avec la Russie. Il ne s'agit pas seulement de porte-hélicoptères Mistral, mais également de différents blindés, construits de façon commune. L'économie est un point non négligeable dans ce conflit, en cela qu'il est vraiment peu probable que la France refuse des contrats profitables, alors même que son économie chancelle, pour le plaisir des Ukrainiens. Je crois qu'il y a là des intérêts objectifs.

Sur quels points Russes et Occidentaux sont-ils en conséquence susceptibles de s'entendre ? Comment ?

Philippe Moreau Desfarges : Il y a des terrains essentiels, et notamment un intérêt très commun et très fort entre la Russie et l'Occident : que l'Ukraine ne sombre pas dans le chaos. Si l'Ukraine sombre, tout le monde est perdant. Alors, il existe évidemment des questions d'orgueil, de susceptibilité et d'égo, mais d'un point de vue rationnel, l'Europe comme la Russie ont cet intérêt très fort que la région ne devienne pas un miroir de ce qu'étaient les Balkans dans les années 90 : une zone d'anarchie et de violence.

Un mécanisme de dialogue est indispensable. La Russie, l'Union Européenne et l'Ukraine se doivent d'entrer dans une forme de dialogue. Semble-t-il, si elle est rapportée correctement, la conversation entre Vladimir Poutine et Angela Merkel est plutôt positive.

Si la Russie est prête à accepter ce mécanisme, énormément de choses sont possibles. A l'inverse, si le Kremlin décide de régler cette affaire en tête à tête avec l'Ukraine, tout deviendra bien plus complexe. La clef, c'est l'établissement d'un système de dialogue liant Occident, Ukraine et Russie. L'initiative doit être commune.

Il ne faut pas non plus oublier les Etats-Unis : même s'ils sont bien plus éloignés, ils sont aujourd'hui la première puissance mondiale et dès lors il faut compter avec eux pour toutes les négociations majeures comme celles-ci. De même, et puisque l'un des principaux problèmes

d'Ukraine s'avère être sa dette, le FMI jouera un rôle indéniable. Ce sont deux partenaires incontournables.

Pierre Lorrain : L'initiative ne peut venir que des Occidentaux. Soit ceux-ci abandonnent la rhétorique des sanctions et, comme l'a fait Angela Merkel, avancent des propositions sérieuses sur le déploiement d'observateurs de l'OSCE, par exemple. Les Russes ne seront pas défavorables à ces initiatives. Soit, les Occidentaux resteront sur la rhétorique du "Attends voir ce que je vais te faire", sans que cela ne porte la moindre conséquence, puisqu'ils sont finalement incapables de faire quoi que ce soit. Il n'y a aucune sanction qui compte vraiment, et Poutine savait dans quoi il s'engageait avant d'en faire le choix. Et si les Occidentaux ne font pas un geste, bien que ce soit exclu au vu de l'action menée par Merkel, mais si la situation reste statique, les Russes n'ont aucun intérêt à faire le moindre pas en direction des Occidentaux. Ils campent sur leurs positions, puisque c'est une position qu'ils ont acquise. Pour revenir sur l'image véhiculée par le poker : ils ont mis leurs enjeux très haut, et ne retireront pas la moitié de leur mise maintenant.

Enfin l'escalade de la violence peut-elle vraiment être évitée sans que tout ne soit concédé à Vladimir Poutine ? Une sortie de crise à la suite d'un compromis diplomatique est-elle envisageable ? Quel serait-il ? Quels scénarios peut-on dessiner ? Avec quelles implications pour l'Ukraine ?

Philippe Moreau Desfarges : C'est l'évidence. Bien entendu que l'escalade de la violence peut être évitée. Malgré tout, l'Europe occidentale, l'Ukraine et la Russie ont toutes les trois cet intérêt fondamental commun que l'Ukraine ne sombre pas ! Si les trois s'avèrent rationnelles... Hélas, tout le monde n'est pas rationnel. L'acteur clef dans cette histoire, c'est Vladimir Poutine. Et le grand point d'interrogation qui y est associé, c'est "est-ce que ses demandes sont raisonnables ?" L'autre point d'interrogation étant évidemment : "est-ce que les Européens sont prêts à admettre la position privilégiée de la Russie en Ukraine ?"

A partir de là, on distingue deux scénarios. Un noir, qui voudrait que le monde sombre dans la crise, et que l'Occident prenne quelques sanctions contre la Russie, mais isole l'Ukraine... Et un

plus heureux, rose, qui voudrait que des négociations rationnelles permettent de sortir de la crise. Bien que de ces deux scénarios, c'est sans doute un rose teinté de gris qui se produira. Un gris du à l'orgueil.

Pierre Lorrain : Formellement, la solution optimale serait une large autonomie pour la Crimée, vis-à-vis de l'Etat Ukrainien. C'est une solution qui, globalement, conviendrait à l'ensemble des acteurs. Cependant ; cette large autonomie pourrait déboucher sur une indépendance de la Crimée. Si une annexion par la Russie n'est pas à exclure de façon définitive, elle reste à repousser dans l'immédiat. L'hypothèse de l'autonomie permettrait de conserver l'intégrité territoriale de l'Ukraine, tout en garantissant à la Russie que la Crimée ne serait plus l'objet de brimade de la part de Kiev, et que la base navale de Sebastopol ne serait pas remise en question avant 2042.

Définitivement, l'hypothèse de l'indépendance n'est pas exclue.

Pourquoi refuser aux Criméens d'avoir leur indépendance dans un Etat aux frontières reconnues internationalement, alors qu'on l'a autorisé au Kosovo ? Il est relativement difficile aux Occidents de contester ce point-là, puisque c'est l'Occident qui a ouvert cette porte le premier. A lui d'en tirer les conséquences.

Propos recueillis par Vincent Nahan

Philippe Moreau Desfarges

Philippe Moreau Desfarges est chercheur à l'Institut français des relations internationales (IFRI) et professeur à l'Institut d'études politiques de Paris.

Spécialiste des questions internationales et de géopolitique, il est l'auteur de très nombreux livres dont Introduction à la géopolitique (Points, 2009) ou 25 Questions décisives : la guerre et la paix (Armand Colin, 2009).

Pierre Lorrain

Pierre Lorrain est chercheur à l'Institut d'histoire sociale de Nanterre, spécialiste de l'URSS et de la Russie. Il est également journaliste et écrivain.

Réforme territoriale : les conditions incontournables pour qu'elle soit réussie (et ce qu'il ne faudra surtout pas que Hollande promette aux élus locaux)

La réforme territoriale est à l'ordre du Conseil des ministres de ce mercredi 14 mai. Le système territorial français fait actuellement face à de lourds problèmes, qui relèvent tant de l'ordre du "mille-feuille" à la française que d'une masse salariale bien trop conséquente. Il semble plus que nécessaire, aujourd'hui, de réformer l'organisation territoriale. Cependant, il est peu probable que cela mène effectivement aux économies promises par l'exécutif...

Atlantico : Ce mercredi 14 mai, le Conseil des ministres se penche sur la réforme territoriale, qui vise à réduire de moitié les 22 régions que compte la France aujourd'hui. Au-delà des discours qui dénoncent sans réellement entrer dans le détail le "mille-feuille" français, quelles sont les problématiques auxquelles cette réforme doit réellement faire face ?

1. Réduire la masse salariale

Philippe Crevel : Ces dernières années, ce sont les collectivités locales qui ont les principales sources de créations d'emplois publics, voire d'emplois tout court.

Le nombre de fonctionnaires locaux est passé de 1,1 million en 1990 à 1,862 million fin 2012.

En 2000, la France comptait 1,4 million de fonctionnaires locaux. Les transferts de compétences et la montée en puissance des groupements de communes expliquent cette évolution. Les effectifs des structures intercommunales sont passés de 50 000 à 70 000 de 2000 à 2010 quand les effectifs des communes sont passés de 987 000 à 1,134 million. Sur la même période, les effectifs des conseils généraux sont passés de 167 000 à 290 000 (dont 80 000 étant liés directement à des emplois transférés de l'Etat). Les fonctionnaires employés par les régions atteignent 80 000 en 2010 contre 10 000 en 2000 (55 000 étant de l'emploi transféré).

La fusion en tant que telle n'arrêtera pas cette montée de l'emploi public local qui a été alimentée par la création d'un nouvel étage institutionnel mais aussi par le clientélisme électoral. C'est par

la prise en compte de la rareté des ressources financières et donc fiscales qu'il pourra être mis fin à cette progression sans fin.

La création des communautés de communes a abouti à de nombreuses créations d'emploi car le personnel communal ne souhaite guère migrer pour des raisons de statuts et d'image vers ces nouvelles structures à la légitimité plus faible.

La fusion doit permettre de réaliser des transferts de personnel. Il faudrait pour éviter tout dérapage instituer le gel de la création des postes sauf impérieuse nécessité durant deux ou trois ans. Il faudrait prévoir que toute création de postes ne génère pas de surcoût et soit budgétée à enveloppe constante...

2. Clarifier les compétences

Philippe Crevel : Plus il y a d'échelons, plus le risque de se marcher sur les pieds augmente. Communes, groupements de communes, départements, régions, Etat, Europe, cela fait beaucoup de monde pour un territoire de 552 000 km². Les gouvernements n'ont eu de cesse au nom d'un jacobinisme de favoriser l'émiettement des compétences, que ce soit sous Defferre en 1982 ou sous Raffarin en 2004 ou sous Ayrault avec l'octroi de la clause générale de compétences qui signifie que personne n'a compétence pour décider de quoi ce soit. La meilleure illustration des imbrications des compétences est fournie par les panneaux signalant la construction d'une infrastructure publique. Ils doivent mesurer au moins deux mètres afin de pouvoir contenir tous les contributeurs. Est-il normal que la construction et l'entretien des collèges soient de la compé-

tence des départements quand pour les lycées, ce sont les régions qui ont la main ? Il faut clarifier les compétences et prévoir une liste claire de compétences exclusives. Le nombre des compétences partagées doit être faible.

3. Décentraliser vraiment les compétences qui le nécessitent

Philippe Crevel : Décentraliser est un terme inadapté pour un Etat moderne. Décentraliser signifie que c'est l'Etat qui octroie à des collectivités locales des compétences tout en conservant le pouvoir normatif et les moyens financiers (via les concours aux collectivités). Il faudrait oser le système fédéral avec des régions dotées d'un pouvoir législatif et réglementaire applicable à leurs compétences exclusives. Il faudrait de ce fait que les domaines d'action des collectivités soient protégés par la Constitution comme cela est souvent le cas chez nos principaux partenaires.

Au niveau des compétences, il ne faut pas s'interdire l'ambition. L'Etat est-il le mieux placé pour conserver le dossier du logement ? Pas certain, les régions ou les groupements de communes pourraient être mieux placés. De même, l'enseignement ne pourrait-il pas également faire l'objet de transferts de compétence afin de donner plus de souplesse dans la gestion des effectifs. Est-il logique que les conseils généraux construisent mais n'est aucun pouvoir sur la gestion et l'enseignement ?

Au-delà des transferts des compétences, il conviendrait de revoir la carte administrative de l'Etat. Aujourd'hui, les services de l'Etat sont des interlocuteurs des collectivités locales et assurent, même si cela n'est pas prévu par la loi, un rôle de tutelle, un rôle de contrôleur et de censeur. L'Etat doit laisser vivre le terrain. Le sous-préfet, le préfet de département, le préfet de région en tant que représentants de l'Etat sur un territoire sont les expressions d'un pouvoir jacobin d'un autre temps. L'Etat doit intervenir sur ces compétences et ne doit pas être en dialogue permanent avec les collectivités locales. La suppression des sous-préfets et des préfets départementaux serait un symbole fort.

4. Transférer au privé les missions qu'il pourrait plus efficacement remplir

Philippe Crevel : Aujourd'hui, les collectivités locales peuvent bloquer des initiatives économiques privées en faussant les règles de la concurrence. Il est très difficile à des acteurs privés de développer des activités dans les domaines du sport, de la culture ou de la formation mais aussi dans les domaines des transports. Les collectivités devraient favoriser l'accès aux services mais ne pas en être obligatoirement productrices. Il faut sans nul doute améliorer la transparence pour les concessions et faciliter les révocations pour dissuader leur reprise en régie directe. Il faudrait veiller à limiter l'interventionnisme économique des collectivités locales.

5. Mieux diffuser la croissance dans les territoires

Philippe Crevel : La fusion des régions, la suppression des départements fait craindre aux territoires enclavés d'être abandonnés. Pour éviter un tel risque, il faut revoir le mode de péréquation qui doit être plus horizontale et moins verticale. Ce sont les territoires les plus riches qui doivent aider ceux qui sont moins bien dotés. Il faut, à ce titre, s'inspirer de la méthode allemande.

Gérard-François Dumont : Cette réforme annoncée ne répond nullement aux problématiques des territoires français. En effet, la véritable question qui se pose est d'améliorer leur attractivité dans un contexte de globalisation pour développer l'emploi et concourir à mieux résoudre les problèmes sociaux. Or, la réforme annoncée conduit à centraliser alors que l'avenir est au local.

La réforme peut-elle réduire la masse salariale des collectivités territoriales ? Rappelons que ces dernières comptent 1 912 800 fonctionnaires (chiffres au 31 décembre 2012) y compris les contrats aidés. L'importance de ce nombre tient essentiellement au vaste champ des fonctions assurées, comme l'urbanisme, la construction et le fonctionnement matériel des écoles, des collèges, des lycées, l'aide sociale à l'enfance, l'aide personnalisée à l'autonomie, les transports publics locaux ou régionaux, la gestion des déchets, l'assainissement, les transports scolaires, la voirie...

Toutefois, ce nombre s'explique aussi par diverses décisions de l'État, comme l'imposition de normes contraignantes, l'empilement des législations ou les 35 heures.

En outre, ces dernières années ont vu une hausse anormale dans différents territoires chaque fois que la mise en place de l'intercommunalité, imposée directement ou indirectement par l'État, a été mal faite. Bien entendu, les différences de rapports de la masse salariale par habitant montrent qu'il y a des collectivités territoriales très bien gérées et d'autres moins. De son côté, l'État compte, contrats aidés compris, 2 441 800 fonctionnaires, soit un chiffre anormalement élevé compte tenu des multiples transferts de compétences effectués par l'État aux collectivités territoriales ces dernières années. Faute d'avoir diminué ses fonctionnaires, l'État maintien de nombreux doublons, c'est-à-dire des administrations d'État qui se trouvent redondantes par rapport aux collectivités territoriales responsables de telle ou telle fonction. Dernier exemple, l'État vient enfin de transférer aux régions la gestion des fonds européens depuis le 1er janvier 2014, mais on attend encore que tous les fonctionnaires d'État concernés soient également transférés aux régions.

La réforme annoncée ne peut, en elle-même, réduire la masse salariale des collectivités territoriales. En voulant créer de grandes régions, on risque plutôt de confirmer la loi de Parkinson selon laquelle tout travail au sein d'une administration augmente jusqu'à occuper entièrement le temps qui lui est affecté. Or de vastes régions supposent des hiérarchies complexifiées, des services de coordination, voire le besoin de déployer d'autres administrations relais pour n'être quand même pas trop éloigné des réalités territoriales.

En même temps, l'intégration de plusieurs territoires en un seul fait perdre un outil essentiel d'amélioration de la gouvernance territoriale : l'émulation entre les collectivités territoriales. C'est bien pourquoi aucun pays au monde ne s'est lancé dans un tel projet. Les États-Unis conservent leurs 50 États, y compris ceux qui sont plus petits ou moins peuplés que la région française continentale la moins peuplée, le Limousin ; l'Allemagne conserve ses 16 Länder dont cer-

tains sont également plus petits et moins peuplés que le Limousin ; l'Espagne ses communautés autonomes et la Suisse n'envisage nullement de fusionner ses cantons, et pas même ceux de Bâle-Ville et Bâle-Campagne. L'émulation entre les cantons donne en effet les meilleurs résultats en terme d'attractivité et d'emploi. Seule l'amélioration de la gouvernance territoriale peut permettre d'y parvenir, comme le montrent d'ailleurs les collectivités territoriales les mieux gouvernées.

Les propositions jusqu'à présent avancées par le gouvernement permettent-elles de répondre à ces problématiques ?

Philippe Crevel : Pour le moment, le débat institutionnel l'emporte sur celui de l'indispensable rationalisation des compétences. L'objectif des économies budgétaires s'apparente avant tout à une incantation. Il faudra voir le contenu réel de la réforme et le mode réel d'organisation des pouvoirs. Il est regrettable que le Gouvernement n'ait pas osé aller vers le fédéralisme, vers des grandes régions dotées d'une réelle autonomie fiscale.

Pour responsabiliser les collectivités locales et pour en finir avec la spirale des concours financiers, l'État devrait accepter de transférer une partie des impôts nationaux perçus sur les territoires comme cela se pratique chez certains de nos partenaires.

L'autonomie fiscale permettrait de clarifier les pouvoirs.

Gérard-François Dumont : Le gouvernement pratique jusqu'à présent une fuite en avant. Il entreprend une réforme considérable sans dresser une évaluation des réformes antérieures et sans établir de diagnostic comparatif avec les pays étrangers[1].

La réforme annoncée apparaît comme une manœuvre de diversion d'un État engoncé qui n'a pas le courage de se réformer et d'avancer sur les vraies réformes territoriales dont la France a besoin. La première consisterait à supprimer au sein de la fonction publique de l'État des services qui auraient dû être supprimés au fur et à mesure de la décentralisation. Le deuxième né-

cessite d'entreprendre une réforme des finances et de la fiscalité locale. La réforme territoriale annoncée sert de paravent au refus de mettre en œuvre une telle réforme de la fiscalité locale. En effet, aujourd'hui, suite aux décisions de recentralisation fiscale de 1999-2000, l'État a supprimé des taxes affectées aux collectivités territoriales sans leur affecter d'autres impôts, et remplacé leur produit par des versements du budget national. En conséquence, l'État est devenu le premier contribuable local, ne permettant pas aux citoyens de voir sur leur feuille d'impôt les vraies recettes des collectivités, comme l'avait justement noté le rapport Mauroy de 2000. Puisque le citoyen ne sait pas, la décentralisation est devenue un slogan.

Troisièmement, l'important est de clarifier les compétences des collectivités territoriales ; il est absurde que des régions, dont l'un des rôles majeurs concerne les aménagements structurants du territoire régional, se soient déployées dans le domaine social, souvent en abusant du mot "solidarité", alors que les départements et les communes sont beaucoup plus efficaces en raison de leur caractère de proximité.

Enfin, l'Etat doit faciliter une meilleure gouvernance des collectivités territoriales, ce qui suppose par exemple de supprimer le quasi monopole de la formation des personnels territoriaux.

Selon André Vallini, secrétaire d'Etat à la réforme territoriale, celle-ci devrait générer entre 12 et 25 milliards d'euros d'économie. Au vu des mesures annoncées, cette fourchette est-elle crédible ?

Philippe Crevel : La fusion en tant que telle n'est pas une source d'économies. La suppression des départements et le regroupement des régions peuvent même aboutir à des augmentations de dépenses si nous n'y prenons pas garde. En effet, il faudra revoir les modes d'intervention des acteurs locaux, il faudra gérer du personnel à d'autres niveaux qu'actuellement... C'est le risque de toute réforme structurelle. Dans un premier temps, il faut surmonter des défis logistiques avant de pouvoir engranger dans un second temps des économies. C'est au nom de ce calendrier que bien des gouvernements renoncent à se lancer dans de telles opérations. Il est indispensable d'avoir une conduite de projet très

stricte afin de réaliser en fin de course des économies pérennes.

Gérard-François Dumont : Cette fourchette est d'autant moins crédible que la réforme annoncée entraînera des dépenses supplémentaires et une efficacité moindre, donc coûteuse. D'une part, toute fusion décidée d'en haut engendre des coûts. La seule économie apparente peut provenir d'une baisse des dotations financières aux régions. Mais cette baisse ne sera qu'un effet d'affichage s'il n'y pas en contrepartie, et à ce titre, un engagement formel de baisse équivalente dans le budget de l'État. La proposition du gouvernement est d'ailleurs ubuesque : toutes les collectivités territoriales présentent chaque année des budgets équilibrés et elles ne participent nullement au surendettement de la France. Et l'État, qui est surendetté, veut donner des leçons de bonne gestion aux collectivités territoriales : mais c'est l'hôpital qui se moque de la charité !

Le pire est la perte d'efficacité qu'engendrerait la réforme annoncée. D'abord, le temps consacré à la mettre en œuvre distraira les élus et leurs collaborateurs de leur tâche essentielle dans le contexte actuel, qui doit consister à œuvrer au développement de l'attractivité de leur territoire. Et pendant ce temps, les autres régions de nos partenaires, non encombrées par des projets de meccanos institutionnels, peuvent se consacrer entièrement au développement local. Encore une fois, on refuse de voir les leçons du passé. Par exemple, faut-il rappeler que le département des Alpes-Maritimes s'est trouvé quasiment gelé dans ses projets d'aménagement du territoire pendant sept ans (1995-2002) par une décision de l'État, la fameuse "directive territoriale d'aménagement", sans effet concret hors d'avoir suspendu tout projet d'envergure pendant les sept années qu'il a fallu attendre avant qu'elle soit arrêtée.

Le risque de très vastes régions centralisatrices, voire centralisées, dans lesquelles les citoyens ne se reconnaîtront pas, n'est pas la réponse aux besoins de la France et témoigne d'un manque de culture géographique. D'ailleurs, notre histoire récente montre que l'avenir est dans le local, pas dans le centralisé. Les territoires qui marchent sont ceux qui inscrivent leur action dans le local[2], dans une identité ressentie par les popula-

tions prêtes à s'investir, souvent bénévolement, dans des projets : pensons à la réussite du modèle vitréen[3], en Ille-et-Vilaine, liée au fait que cette ville ne s'est pas laissée aller dans la stratégie prisée par les technocrates qui est de se contenter de s'adosser à la grande ville voisine, Rennes en l'espèce ; pensons au Futuroscope ; pensons à Carhaix-Plouguer, notamment avec la réussite du festival des Vieilles Charrues ; pensons à Guingamp, champion de France 2014, et son exceptionnelle réussite footballistique ; pensons à Puy-Guillaume dans le Puy-de-Dôme avec sa réussite commerciale exceptionnelle ; pensons au Puy-du-fou ; pensons encore à Loos-en-Gohelle dans le Pas-de-Calais, à Espelette dans les Pyrénées-Atlantiques, à Saint-Bonnet-le-froid en Haute-Loire ; pensons à Luzenac, commune de 550 habitants, dont l'équipe de football monte en ligue 2... Aucune capitale régionale lointaine n'aurait pu imaginer, conduire, et tout simplement peut-être croire à ces projets qui ont réussi grâce à une mobilisation locale.

Tout au long de la semaine, de mercredi à vendredi, François Hollande doit rencontrer les différents chefs de groupes et de partis : quelles sont les promesses à éviter impérativement pour ne pas compromettre définitivement l'intérêt d'une modification du système territorial français ?

Philippe Crevel : François Hollande peut être conduit à promettre le maintien en état des concours financiers de l'Etat qui s'élèvent à plus de 100 milliards d'euros afin de prouver l'implication de l'Etat. Il peut aussi promettre que la réforme ne supprimera aucun emploi. Il peut promettre que pour les territoires ruraux, rien ne changera ; il peut promettre que l'Etat ne changera rien de sa présence territoriale. La liste des promesses dangereuses est longue car il ne faut sous-estimer la force des oppositions aux changements. L'échec des référendums en Corse comme en Alsace a démontré qu'en la matière les opposants savaient se faire entendre. Les villes chefs lieu de département crieront à la fin du monde et exigeront des compensations, des aides... Le risque est grand, surtout, à un moment où le pouvoir est impopulaire de saupoudrer, de lâcher au point de perdre le fil rouge.

Gérard-François Dumont: La première promesse

à éviter consisterait à dire que la France est pionnière et que les autres pays suivront son nouveau modèle territorial fondé sur d'immenses régions sans assises historiques et identitaires. En effet, ce type de discours a déjà été tenu lors du passage à la semaine de 35 heures et le résultat est connu. Et n'importe quel responsable de parti qui étudie la question territoriale dans les pays étrangers peut aisément constater que nulle part dans le monde, on croit à un soi-disant optimum régional[4]. Bref, chercher une taille de région qui engendrerait automatiquement du développement, c'est discuter du sexe des anges.

La deuxième promesse à éviter est de dire que la réforme permettrait une avancée démocratique alors que le scrutin de liste régional est mauvais. Déjà aujourd'hui, la superficie des régions éloigne l'élu de son électorat. Ce serait pire si les régions avaient une taille moyenne doublée. Ce scrutin de liste donne aux partis politiques le pouvoir de désignation et conduit à la multiplication des apparatchiks, ces militants politiques permanents, c'est-à-dire qui font carrière dans leur parti, et y prennent des responsabilités leur permettant d'obtenir des investitures et des mandats électoraux. Sans nier les bonnes intentions de ces apparatchiks, leur itinéraire les rend moins proche de l'électorat que des préoccupations de leur parti politique.

La troisième promesse serait de dire que la France va enfin avoir des régions de taille comparable à celles des pays étrangers. Il est en effet aisé de constater que les pays étrangers ont un découpage hérité de l'histoire qui les conduit à avoir des régions petites, des régions moyennes et d'autres plus grandes. D'ailleurs, la superficie moyenne actuelle des 21 régions de France continentale est déjà supérieure à la superficie moyenne des 16 Länder de l'Allemagne.

La réforme territoriale envisagée sera pour le développement des territoires français l'équivalent de ce qu'ont été les 35 heures pour la compétitivité de la France.

Propos recueillis par Vincent Nahan

[1] Dumont, Gérard-François, "Les régions d'Europe : une extrême diversité institutionnelle", Diploweb.com, 11 janvier 2014.

[2] "Les territoires au secours de l'économie", Population & Avenir, n° 714, septembre-octobre 2013.

[3] Dumont, Gérard-François, Diagnostic et gouvernance des territoires, Paris, Armand Colin, collection "U", 2012.

[4] Dumont, Gérard-François, "L'optimum régional ou le sexe des anges", Pouvoirs locaux, n° 70, 2006.

Gérard-François Dumont

Gérard-François Dumont est géographe, professeur à l'université à Paris 4-Sorbonne, et président de la revue Population & Avenir, auteur de Diagnostic et gouvernance des territoires (Armand Colin).

Philippe Crevel

Philippe Crevel est secrétaire général du Cercle des Epargnants depuis 2004.

“Fuck les Européens!” Les Américains méprisent-ils l’Union européenne ?

Une vidéo mise en ligne sur Youtube en dit long sur les relations qu’entretiennent les États-Unis et l’Europe. “Fuck the European Union”, peut-on entendre dans la bouche de Victoria Nuland, chargée des affaires européennes à Washington.

Atlantico : Victoria Nuland a récemment déclaré, dans le cadre d’une conversation concernant l’Ukraine, “Fuck the UE!” Cette déclaration est-elle symptomatique des relations entre Washington et Bruxelles, ou ne s’agit-il que d’une anicroche que l’on oubliera vite ?

Anne Deysine : C’est plus qu’une anicroche. C’est un vrai dérapage verbal. C’est vrai qu’elle ne pouvait deviner qu’elle était écoutée ; néanmoins, il y a de quoi être frappé par le caractère plus que désinvolte des différentes remarques, vis-à-vis de l’Union européenne et de l’opposition ukrainienne.

Cela traduit une longue histoire particulièrement compliquée. Certains se souviennent peut-être de Kissinger. “L’Europe, très bien, mais quel numéro de téléphone ?”

Le problème n’a pas entièrement disparu malgré les améliorations apportées par le traité de Lisbonne. Il y a dorénavant une haute représentante en charge des relations extérieures, Catherine Ashton. Maintenant, les Américains savent à qui s’adresser... en théorie. Cela étant, cela les arrange bien, parfois, de s’adresser en bilatéral, à François Hollande par exemple quand il s’agit de contacter le leader d’un pays qui a un siège au Conseil de Sécurité, ou à Angela Merkel quand il s’agit de problème économiques ou financiers.

En fait, les Américains ont comme toujours une position ambivalente : ils critiquent l’Europe parce qu’elle n’est pas unie, mais savent jouer sur le manque d’unité quand c’est dans l’intérêt des États-Unis.

Ce qui est reproché, ici, par Victoria Nuland en termes peu diplomatiques, c’est le manque d’unité de l’Europe qui l’empêche de taper du poing sur la table pour amener l’Ukraine dans le

giron européen et faire le travail que Washington s’efforce de faire en sous-main. Ce qui est sous-jacent, c’est l’opposition entre Poutine et les États-Unis.

Les États-Unis ont toujours été un allié historique de l’Europe, puis de l’Union européenne. Quand les relations ont-elles commencé à décliner ?

Les États-Unis ont aidé à la création de l’Union européenne. Si l’Europe a pu se constituer après la guerre, c’est grâce à eux... et une fois que l’Union est devenue trop organisée, ils ont commencé à la critiquer et à la moquer.

Il ne s’agit pas d’un déclin continu, cependant. C’est toujours cette ambivalence qui dicte nos relations : si les États-Unis ont aidé l’Europe à la sortie de la guerre, c’est parce que ça se justifiait aussi commercialement. Ils avaient besoin d’un marché. L’ambivalence diplomatique se retrouve dans le commerce. Les États-Unis veulent une Europe forte, mais pas assez pour leur faire de l’ombre. Forte ; quand ils ont besoin d’une Europe forte ; et faible quand ça les arrange.

Ça n’est pas de l’hypocrisie, ceci dit. C’est simplement “America First”. Une notion un peu particulière du patriotisme et de l’exceptionnalisme américain.

Qu’est-ce que cette affaire révèle de l’indépendance de l’Union européenne à l’égard des États-Unis ?

Sommes-nous indépendants... ? De toute façon, l’Union européenne n’existe pas en termes de politique étrangère. L’Europe est un géant économique, mais un nain politique. C’est un bon exemple : Merkel s’est immédiatement indignée, tandis que François Hollande (qui n’a pas intérêt à envenimer les choses, puisqu’il sera à

Washington lundi) n'a rien exprimé.

L'Europe n'est pas sous la tutelle américaine : c'est un autre niveau. Au sein de l'OTAN, oui peut être. L'Europe n'est pas indépendante à ce niveau-là. En ce qui concerne l'Union européenne... Nous n'avons pas de ligne politique réelle, pas de mécanisme institutionnel qui permet de prendre les décisions (Catherine Ashton devant réunir un consensus).

Si on ne peut pas poser la question de l'indépendance, on peut toutefois constater deux choses : États-Unis et Union européenne sont dans le même camp ; et les États-Unis aiment les alliés dociles, ils aimeraient que nous agissions selon leur volonté.

En un sens, notre incapacité à parler d'une seule voix nous protège des influences américaines.

Peut-on vraiment parler de mépris ? Ou le mot est-il mal choisi ?

Là aussi, il y a plusieurs niveaux. Une bonne moitié des Américains est persuadée que les Européens sont un peuple d'assistés, drogués aux aides sociales. La loi sur la santé est perçue par eux comme l'invasion du modèle « socialiste » européen qui déferle sur les États-Unis.

Pour autant, il faut prendre en compte l'exceptionnalisme Américain. Les Américains, en toute bonne foi et de la même façon qu'ils sont patriotes et agissent selon le "America First", sont persuadés qu'ils forment le « peuple élu » ; qu'ils sont voués à un destin exceptionnel. Quand ils essayent d'imposer des décisions au reste du monde, c'est d'abord pour ce qu'ils estiment être le bien commun, puisqu'ils sont convaincus de savoir. Ce n'est pas du mépris ! C'est la certitude de détenir l'unique vérité là où tous les autres se trompent.

Propos recueillis par Vincent Nahan

Anne Deysine



Anne Deysine est juriste (Paris II), américaniste et diplômée de l'Institut d'études politiques de Paris. Spécialiste des questions politiques et

juridiques aux États-Unis, elle est professeur à l'université Paris-Ouest Nanterre, où elle a créé et dirige un M2 d'Affaires internationales et négociation interculturelle et un programme d'été de droit comparé, accrédité par l'American Bar Association, en coopération avec la faculté de droit GGU. Elle a été Vice-présidente chargée des relations internationales de 1998 à 2003 et préside le consortium Micefa depuis 2002. Elle travaille aussi à l'IDA et siège au Conseil d'administration du Pres Paris Lumières.

Elle enseigne régulièrement à l'étranger (Inde, Chine, États-Unis), a des activités de conseil et formation en entreprise, intervient régulièrement dans des enceintes comme l'ENM, l'IHEDN, le CHEM et travaille avec l'IFRI et l'IHEJ (Antoine Garapon). Elle intervient aussi régulièrement sur les ondes : Europe 1, RFI, France Inter, BFM, LCI (couverture de la convention démocrate de Denver), France 24 (en français et en anglais), France 3, France 5 (C dans l'Air), LCP. Elle est également l'auteur de plusieurs ouvrages, dont "Les institutions des États-Unis" (La documentation française -2010) et "Les États-Unis aujourd'hui, permanence et changement". Vous pouvez également retrouver certaines de ses publications sur son site Internet : deysine.com.

Réalité virtuelle à la ferme : des lunettes pour convaincre les poulets de batterie qu'ils sont des volailles de plein air

Nos chers amis d'outre-Atlantique, coutumiers de la démesure, ont trouvé une absurde idée, néanmoins non dépourvu de "noblesse". Il s'agit d'apporter du bonheur aux poulets élevés en batteries en les équipant de processus oculus rift et de tapis roulants pour leur faire croire qu'ils vivent en plein air.

Atlantico : Le chercheur américain Austin Stewart a émis l'idée suivante : équiper de processus oculus rift (des casques de réalité virtuelle augmentée) les poulets en batteries, dans l'idée de créer l'illusion d'une liberté. Les cages seraient également équipées de tapis roulants permettant à l'animal de marcher autant qu'il le souhaite, et ainsi contribuer à l'illusion d'une plaine sans fin. Pour autant, est-ce que la simple illusion est suffisante à recréer les conditions d'élevage de plein air ?

Pierre Feillet : La réponse relève du simple bon sens. Il va de soi qu'une illusion ne peut en aucun cas permettre de recréer de véritables conditions d'élevages, pour diverses raisons. Un casque de réalité virtuelle augmentée sera peut-être capable de recréer des décors, mais il ne pourra pas reproduire l'alimentation qu'aurait pu avoir un poulet, s'il avait été élevé en plein air ! Un poulet en cage, avec ou sans casque, n'aura pas accès à des vers de terre, pas plus qu'à d'autres insectes. Et c'est sans compter les notions d'espaces qui permettent à l'animal de ne pas être gêné dans ses mouvements. Définitivement, il est évident que réalité virtuelle augmentée et élevage de plein air ne sont pas les mêmes choses.

Au-delà des simples capacités de l'appareil, qu'est-ce que cela traduirait de notre éthique ? L'emploi de tels procédés vise-t-il véritablement au bien-être de l'animal ?

Le progrès technologique a été et sera dans l'avenir l'un des facteurs à prendre en compte pour nourrir l'humanité. Mais toutes les innovations ne sont pas bonnes à prendre. Les casques de réalité virtuelle ont sûrement un bel avenir devant eux, mais pas pour élever des poulets. Vouloir les promouvoir pour améliorer le bien

être de ces volatiles relève du "greenwashing", une technique de marketing utilisé par une entreprise pour se donner une image écologiquement responsable. L'objectif est de promouvoir une marque ou un produit en mettant en avant des pratiques écologiques qui ne sont guère significatives. Certains qualifient cette approche de "manipulations marketing" ou de "mascarade écologique". C'est bien ce que fait Austin Stewart. D'autres se sont essayés à ces mêmes techniques pour transformer de simples biscuits en biscuits virtuels recouverts de chocolat à destination d'obèses trop gourmands !

L'oculus rift est un dispositif coûteux (environ 220 euros). Ne serait-il pas plus rentable, à ce prix, d'élever véritablement les poulets en plein air ?

On sait que la filière avicole française est très fragile car les poulets d'importation, en particulier en provenance du Brésil, se retrouvent dans les circuits commerciaux à des prix inférieurs à ceux produits en France. On sait aussi que l'avenir de la filière française réside dans des la production de viandes de volaille se différenciant des autres par une qualité supérieure. Ce n'est évidemment pas en équipant les poulets d'une lunette miracle, coûteuse, que la qualité des chairs va s'améliorer et les prix de production baisser. Au-delà de toute autre considération, le simple bon sens conduit à se demander si Austin Stewart ne s'est pas seulement amusé à lancer un canular.

Qu'est-ce que cela traduit de notre rapport à l'agriculture d'élevage ? Cette solution serait-elle socialement acceptable ?

Se nourrir de viandes est l'objet de nombreuses critiques comme celle de gaspiller des calories

végétales pour nourrir les animaux ou, dans le cas des ruminants, de contribuer de manière excessive au réchauffement climatique (dégagement de méthane au cours de la digestion). Une autre critique de plus en plus entendue est que les animaux sont élevés dans des conditions qui ne respectent pas leur bien-être. Et il est vrai que certaines pratiques ne sont pas acceptables même si une vision anthropomorphique qui voudrait que ce qui est mauvais pour les hommes le soit également pour les animaux n'est pas la meilleure des approches. Mais "leurrer" très volontairement les animaux d'élevage en leur faisant croire au jardin d'Eden alors que leurs conditions réelles de vie ne seraient pas améliorées ne sont pas des pratiques que notre société sera prête à tolérer. Pour cette seule raison, la proposition futuriste d'Austin Stewart est vouée à l'échec.

Propos recueillis par Vincent Nahan

Pierre Feillet

Pierre Feillet a été directeur général délégué de l'Institut national de la recherche agronomique. Membre de l'Académie des technologies et de l'Académie d'agriculture, ses travaux portent sur la thématique "Alimentation, technologie et société". Il vient de publier aux éditions Quae : Quel futur pour notre alimentation ?

Jean-Sébastien Ferjou sur les plateaux télévisés lors de l'affaire Buisson

atlantico
UN VENT NOUVEAU SUR L'INFO

Publié le 16 Mars 2014 - Mis à jour le 16 Mars 2014

Explications

Affaire Buisson : Jean-Sébastien Ferjou invité du Grand Journal



Le directeur de la publication d'Atlantico était invité dans l'émission de Canal +, vendredi.

Le juge des référés du Tribunal de grande instance de Paris a ordonné ce vendredi à Atlantico de retirer, immédiatement, les enregistrements concernant Nicolas Sarkozy et son épouse, tournés par Patrick Buisson. Et ce, sous peine d'une amende de 5.000 euros par jour.

Jean-Sébastien Ferjou, le directeur de la publication du site, accepte cette décision, mais assure que le site a seulement fait valoir son droit à l'information ; droit qui peut parfois entrer en contraction avec celui à la vie privée. Il l'a expliqué vendredi au Grand journal, où était invité également Me Richard Malka, l'avocat de Carla Bruni-Sarkozy (à 7 minutes dans la vidéo).